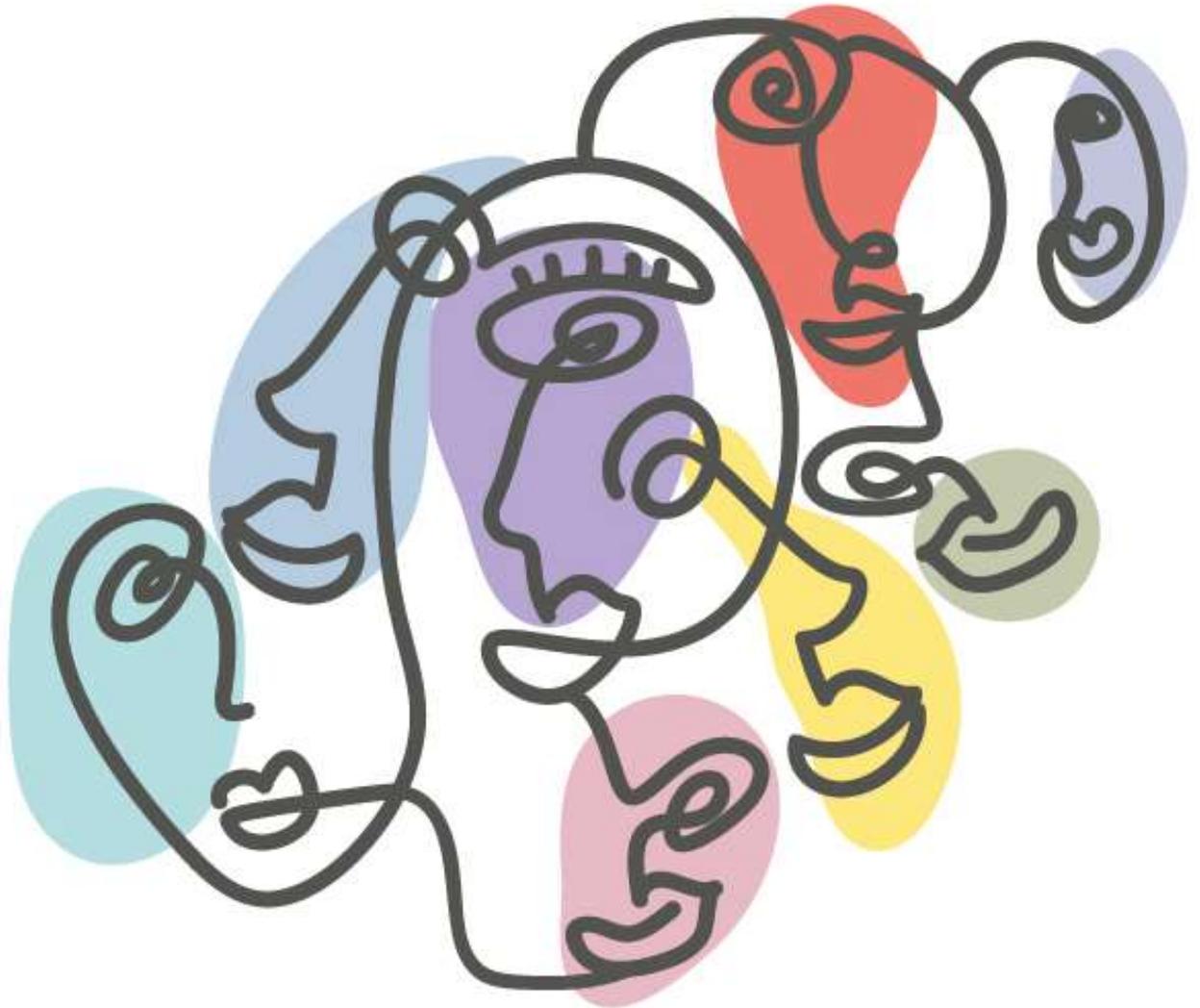




**VOICES OF  
IMMIGRANT  
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364



**Cours de formation**  
**Migrations, genre et inclusion dans le contexte européen :**  
**Une approche interdisciplinaire**

**Module 2**  
**Cadre juridique et politique de l'inclusion sociale des femmes migrantes**



Co-funded by the  
Erasmus+ Programme  
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

## Table des matières

[Introduction](#)

[Chapitre 1. Traités internationaux](#)

[Chapitre 2. Traités internationaux dans une perspective de genre](#)

[Chapitre 3. Règlements européens sur l'inclusion sociale et la participation citoyenne des femmes migrantes](#)

[Chapitre 4. Approche pratique au niveau national](#)

- [Grèce](#)
- [Espagne](#)
- [France](#)
- [Italie](#)
- [Portugal](#)
- [Slovénie](#)

[Chapitre 5. Dimension européenne](#)

[Documents téléchargeables](#)

[Objets d'apprentissage/activités pratiques](#)

[Glossaire](#)

## Introduction

Le scénario de la vidéo illustre la situation difficile d'une femme migrante : sa demande d'asile a été rejetée et elle devrait être renvoyée dans son pays conformément à la loi, alors que son fils est toujours inscrit à l'école et qu'elle va bientôt donner naissance à son deuxième enfant. Manque de soutien, elle souligne également que l'application de la loi est aléatoire puisque ses amis dans la même situation n'ont pas été renvoyés et ont réussi à obtenir le permis de séjour par d'autres moyens.

Sa situation interroge la notion d'inclusion à travers cette situation de dilemme entre les droits humains de bien-être (notamment pour son fils) et la situation légale pour ceux qui ne peuvent rester dans le pays d'accueil en poursuivant le rêve migratoire.

## Traités internationaux

### Des droits universels et inaliénables

Le 10 décembre 1948, les 58 États membres de l'Assemblée générale ont adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'Assemblée générale des Nations Unies proclame cette Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction. Le principe de l'universalité des droits de l'homme est la pierre angulaire du droit international des droits de l'homme. L'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que **"tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en**



**droits".** La **non-discrimination**, proclamée à l'article 2, garantit cette égalité. La non-discrimination imprègne l'ensemble du droit international des droits de l'homme. Ce principe est présent dans tous les grands traités relatifs aux droits de l'homme. Il est également le thème central de deux instruments fondamentaux, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

### **La place des femmes dans les questions de développement**

L'égalité des sexes est un droit international reconnu par les Nations unies. L'égalité des sexes n'est pas seulement un droit humain fondamental, c'est aussi une base nécessaire pour un monde pacifique, prospère et durable. Le programme phare de développement durable 2030 et ses 17 objectifs de développement durable (ODD), que les dirigeants mondiaux ont adoptés en 2015, constituent une feuille de route pour un progrès durable qui ne laisse personne de côté. **L'égalité des sexes figure en tant qu'objectif spécifique de l'ODD n°5 La réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes font partie intégrante de chacun des 17 objectifs.** En effet, les femmes sont confrontées à des discriminations, des inégalités et des violences spécifiques qui constituent des obstacles au développement durable. L'intégration de la dimension de genre dans les objectifs de développement durable devrait permettre d'inclure les femmes en tant qu'acteurs clés.

### **Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières**

Le Pacte mondial pour les migrations représente une opportunité historique d'améliorer la coopération internationale en matière de migration et de renforcer la manière dont les migrants et les migrations contribuent au développement durable. Adopté le 19 décembre 2018 dans sa résolution 73/195 par l'Assemblée générale des Nations unies, le Pacte mondial pour les migrations vise à contribuer à **une gestion des migrations respectueuse des droits de l'homme en prenant en compte les droits des migrants.** Non juridiquement contraignant, il repose sur des valeurs telles que la souveraineté des États, le partage des responsabilités, la non-discrimination et les droits de l'homme, et reconnaît la nécessité d'une approche coopérative pour optimiser les avantages mondiaux de la migration, tout en tenant compte des risques et des défis auxquels sont confrontés les migrants et les communautés dans les pays d'origine, de transit ou de destination.

La vidéo nous permet de conclure avec l'idée que, bien qu'il soit actuellement difficile de mesurer les droits des migrants dans la pratique, l'inclusion des questions liées à la migration dans les Objectifs de développement durable (ODD) et l'appel à un Pacte mondial sur les migrations peuvent contribuer à améliorer les moyens d'évaluer le respect par les États de leurs obligations juridiques internationales et à améliorer les conditions d'accueil des migrants.

## **Ressources en ligne**

### **Instruments juridiques sur les migrations internationales**

<https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/migration/migrationreport2013/Chapter3.pdf>

Ce document présente les instruments juridiques internationaux relatifs aux migrations et au respect des droits de l'homme.

### **Droit international de la migration : Glossaire sur la migration**

[https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml\\_1\\_en.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_1_en.pdf)

Ce glossaire tente de servir de guide dans le fouillis de termes et de concepts dans le domaine de la migration, dans le but de fournir un outil utile à la promotion de cette coopération internationale.

### **Les femmes et les objectifs de développement durable**

<https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2322UN%20Women%20Analysis%20on%20Women%20and%20SDGs.pdf>

Cette publication présente la manière dont les femmes sont affectées par chacun des 17 ODD proposés, ainsi que la manière dont les femmes et les filles peuvent jouer un rôle clé dans la réalisation de chacun de ces objectifs.



## Traité internationaux dans une perspective de genre

L'inclusion d'une dimension de genre dans les traités internationaux tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme ou les Objectifs de développement durable est fondamentale pour la mise en œuvre de politiques inclusives et envoie un message fort aux niveaux national et international : les droits des femmes sont des droits humains. Cette inclusion démontre un engagement politique à faire progresser l'égalité des sexes et à mettre fin à la discrimination. La pandémie de VIH/sida, par exemple, a démontré qu'il ne peut y avoir de réponse efficace sans une réponse internationale coordonnée et l'inclusion d'une dimension de genre pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

Garantir la participation et la représentation des femmes dans la planification et la prise de décision de toute réponse à une crise, mener des évaluations d'impact sur le genre, mettre en œuvre une budgétisation sensible au genre, promouvoir la participation des femmes dans les carrières diplomatiques, les opérations et les négociations de paix, et investir dans la collecte de données ventilées par sexe et la recherche sont des mesures essentielles contribuant à une dimension de genre forte et inclusive de la politique internationale des femmes.

### L'inclusion du genre : Une priorité dans la politique internationale

Au cours des dernières décennies, les droits des femmes ont été inscrits dans la législation au niveau national et dans les traités internationaux. Des progrès tangibles ont été réalisés dans plusieurs domaines et les droits des femmes ont été officiellement reconnus comme des droits humains. La déclaration et le programme d'action de Pékin ont marqué un tournant dans la lutte pour l'égalité des sexes. L'année 2021 marque également le 21<sup>e</sup> anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui est devenue le cadre normatif de l'agenda "femmes, paix et sécurité". Placer l'égalité des sexes au centre de la politique internationale s'inscrit dans une vision inclusive de la communauté internationale qui est compatible avec l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, dont l'égalité des sexes est l'objectif global et spécifique, et contribue à sa mise en œuvre. Afin de montrer son intérêt pour la question de l'inclusion des femmes, la communauté internationale va mettre en place des conventions spécifiques en faveur des droits des femmes :

- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, adoptée en 1979 et entrée en vigueur en 1981) est sans doute la plus importante convention de droit international sur les droits des femmes. **Elle comprend une interdiction générale et absolue de la discrimination** ainsi que des dispositions détaillées sur ce que les États signataires doivent faire pour prévenir la discrimination à l'égard des femmes.
- La Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (1993), adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies à la suite de la Conférence de Vienne sur les droits de l'homme, contient également des détails sur la violence à l'égard des femmes. **Elle n'est pas juridiquement contraignante, mais a une forte valeur symbolique.**
- A cela s'ajoute la mise en œuvre par la Commission des droits de l'homme de l'ONU d'actions visant à fournir des rapports détaillés sur la situation des femmes dans le monde :
- Le rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, nommé en 1994 par la Commission des droits de l'homme des Nations unies, publie chaque année un rapport détaillé sur la situation dans le monde.
- Le programme d'action de la conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Pékin en 1995 a **fixé des objectifs spécifiques dans un certain nombre de domaines, notamment la violence à l'égard des femmes, la pauvreté, l'éducation, les droits des filles**, etc. Ce document n'est pas contraignant. Ce document n'a pas de force contraignante en droit international, mais joue néanmoins un rôle important en tant que système de référence, entre autres parce qu'il représente un engagement politique et moral pour les États signataires.

Au niveau régional, des conventions spécifiques protègent les femmes contre la violence :

- La Convention interaméricaine sur la prévention, **la sanction et l'élimination de la violence à l'égard des femmes** (également connue sous le nom de "Convention de Belém do Pará"), adoptée le 6 septembre 1994 par l'Organisation des États américains et entrée en vigueur le 3 mai 1995.
- Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (également connu sous le nom de "Protocole de Maputo") a été adopté le 11 juillet 2003 par l'Union africaine et est entré en vigueur le 25 novembre 2005. Le document formule, dans un total de 31 articles, **des droits spécifiques pour la protection des femmes et des**

**filles en Afrique** en tenant compte des conditions socioculturelles.

- La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (également connue sous le nom de Convention d'Istanbul), adoptée le 11 mai 2011, est le premier traité européen traitant spécifiquement de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique.

### Ressources en ligne

**Texte et contexte : évaluation des accords de paix pour leur "genre perspective".**

[https://wps.unwomen.org/pdf/research/Bell\\_EN.pdf](https://wps.unwomen.org/pdf/research/Bell_EN.pdf)

Ce document présente une réflexion sur la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur l'importance de l'intégration du genre dans les questions de paix.

**Les droits des femmes sont des droits humains**

<https://www.ohchr.org/Documents/Publications/HR-PUB-14-2.pdf>

Cette publication présente une introduction aux droits humains des femmes, en commençant par les principales dispositions du droit international des droits de l'homme, puis en expliquant les concepts particulièrement pertinents pour bien comprendre les droits humains des femmes et l'inclusion des femmes.

## Règlement européen sur l'inclusion sociale et la participation citoyenne des femmes migrantes

Les femmes migrantes doivent souvent faire face à un "double désavantage" lié à leur statut de femme et d'immigrée. Les recherches indiquent que les femmes migrantes rencontrent toujours des difficultés à participer au système éducatif et au marché du travail, ainsi qu'à obtenir un logement décent et à accéder aux soins de santé. Elles sont plus exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale que les ressortissants du pays d'accueil, même lorsqu'elles ont un emploi.

Depuis plusieurs années, une grande attention est accordée à l'égalité entre les hommes et les femmes au niveau de l'UE, comme en témoigne la stratégie européenne pour l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025. Nous pouvons observer une reconnaissance croissante de l'importance d'adopter une approche intersectionnelle transversale lorsqu'il s'agit de l'inclusion des femmes, et la prise de conscience des défis et des obstacles particuliers que les femmes migrantes doivent surmonter dans l'UE. Précisément, dans les politiques de l'UE sur les inégalités entre les sexes, quatre questions principales sont identifiées : **la participation au marché du travail, la déqualification et l'économie informelle ; le regroupement familial ; la protection internationale ; et la violence fondée sur le sexe.**

### ***-Le plan d'action de l'UE pour l'intégration et l'inclusion (2021-2027)***

Ce plan intègre la dimension de genre dans les politiques d'intégration de l'UE et souligne la nécessité d'une action plus concertée dans le but de renforcer l'intégration des femmes migrantes. Il fait de l'intégration de la dimension de genre un principe et une valeur essentiels pour guider les actions du plan. Les priorités sont données à la promotion de la participation des femmes au marché du travail et au soutien des femmes migrantes dans leur accès aux soins de santé. Une plus grande importance est accordée à l'égalité des chances pour la participation des femmes migrantes à la société en termes d'intégration et de participation sociales. Le plan propose une approche intégrée de l'inclusion des migrants, qui consiste à relier les programmes de promotion de l'emploi à des initiatives permettant l'accès aux services sociaux, aux soins de santé ou à la garde d'enfants et à un soutien logistique. Il vise à combiner différents axes lorsqu'il s'agit de l'intégration des femmes migrantes : **intégration sur le marché du travail, intégration sociale, et discrimination et accès aux droits.** En outre, il a l'ambition de s'articuler avec d'autres stratégies de l'UE telles que le pilier européen des droits sociaux, le plan d'action de l'UE contre le racisme et la stratégie pour l'égalité des sexes.

### ***-La stratégie européenne pour l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025***

Cette stratégie politique pluriannuelle a pour priorité d'intégrer une perspective de genre dans toutes les politiques et tous les processus de l'UE et favorise une approche intersectionnelle dans **les politiques d'égalité** entre les sexes. Elle prévoit de financer et de soutenir les femmes et les filles dans le processus d'asile et d'intégration et celles qui sont victimes de violence.

### ***-Le pilier européen des droits sociaux (EPSR)***

Cet engagement favorise l'égalité des chances sur le marché du travail et permet à chacun de bénéficier de ses droits et de participer à la société, quels que soient son sexe et son origine.

### ***- Le semestre européen et les plans de relance et de résilience***

La pandémie actuelle a clairement mis en évidence les inégalités persistantes entre les femmes et les hommes et le rôle clé joué par les travailleurs migrants, en particulier les femmes migrantes en première ligne dans les services de base, comme le personnel soignant, les infirmières, les vendeuses, etc. L'augmentation inquiétante de la violence domestique, le désavantage du genre sur le marché du travail pour les femmes ont également été mis en évidence très concrètement depuis le début de la pandémie.

Le semestre européen et les plans de relance et de résilience visent à soutenir la participation des femmes au marché du travail, y compris les femmes migrantes.



## Resources en ligne

### Le plan d'action de l'UE sur l'intégration des ressortissants de pays tiers

[https://www.solidar.org/system/downloads/attachments/000/000/666/original/80\\_Briefing\\_Together\\_for\\_Social\\_Europe\\_The\\_EU\\_action\\_plan\\_on\\_integration\\_of\\_third\\_country\\_nationals.pdf?1487062481](https://www.solidar.org/system/downloads/attachments/000/000/666/original/80_Briefing_Together_for_Social_Europe_The_EU_action_plan_on_integration_of_third_country_nationals.pdf?1487062481)

Ce document présente une réflexion sur la constitution de sociétés européennes justes et égalitaires qui se traduit par l'inclusion des femmes migrantes dans la participation à la vie citoyenne des pays d'accueil.

### OCDE/UE, Indicateurs d'intégration des immigrants 2015

<http://www.oecd.org/els/mig/Indicators-of-Immigrant-Integration-2015.pdf>

Ce document présente les indicateurs d'intégration des immigrants dans les pays de l'Union européenne.

### Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions social et au Comité des régions. Une Union de l'égalité : Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2025.

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020DC0152>

### Un triple désavantage ? Un premier aperçu de l'intégration des femmes réfugiées

[https://read.oecd-ilibrary.org/employment/triple-disadvantage\\_3f3a9612-en#page1](https://read.oecd-ilibrary.org/employment/triple-disadvantage_3f3a9612-en#page1)

Ce rapport analyse l'intégration des femmes réfugiées et présente un rapide aperçu

## Documents téléchargeables

### Les principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme

<https://www.ohchr.org/documents/publications/coretreatiesen.pdf>

Cette publication reproduit les principaux traités universels relatifs aux droits de l'homme en format de poche. Elle est basée sur la compilation complète que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a publiée en février 2003 : Droits de l'homme : Une compilation d'instruments internationaux - Instruments universels.

### La Convention internationale sur les travailleurs migrants et son Comité

<https://www.ohchr.org/documents/publications/factsheet24rev.1en.pdf>

Ce document traite de l'importance des traités internationaux axés sur la protection des droits des travailleurs migrants. Il souligne le lien entre la migration et les droits de l'homme - un sujet politique qui attire de plus en plus l'attention dans le monde entier.

### Convention européenne des droits de l'homme

[https://www.echr.coe.int/documents/convention\\_eng.pdf](https://www.echr.coe.int/documents/convention_eng.pdf)

Ce document décrit les différents articles de loi relatifs à la protection des droits de l'homme.

### Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

<https://au.int/sites/default/files/treaties/36390-treaty-0011>

[charte africaine des droits de l'homme et des peuples f.pdf](#)

Ce document décrit les différents articles de loi relatifs à la protection des droits de l'homme.



## Approche pratique au niveau national

### Grèce

Le code des migrations et de l'intégration sociale (loi 4251/2014) est actuellement la loi de base régissant l'intégration en Grèce, et il a abordé les questions relatives aux permis de séjour et à l'accès au marché du travail. La Stratégie nationale d'intégration 2019 a identifié la promotion de l'intégration des femmes immigrées dans le système éducatif, l'intégration sur le marché du travail et l'accès aux services publics, entre autres, comme des composantes importantes de l'intégration des femmes immigrées et des bénéficiaires de la protection internationale. La stratégie nationale d'intégration 2021 souligne la nécessité de la pré-intégration des demandeurs d'asile.

L'objectif 1 : assurer la sécurité et la protection comprend : Objectif 1 : Assurer un cadre de vie sûr, en particulier pour les femmes, les enfants et les personnes ayant des besoins accrus de soins et d'accueil. Objectif 2 : Détection en temps utile et gestion des cas de problèmes chroniques de santé mentale et/ou de handicaps. Objectif 3 : Promouvoir la santé sexuelle et reproductive.

Objectif 2 : Défense des droits et sécurisation de l'accès à l'éducation et au service public notamment : Objectif 1 : Améliorer l'accès à l'éducation formelle et non formelle. Objectif 2 : garantir l'accès à des informations complètes et précises sur les droits et obligations. L'objectif 4 : Promouvoir le mode de vie européen comprend : Objectif 1 : Familiarisation avec les institutions démocratiques et le concept de l'État de droit. Objectif 2 : Sensibiliser au principe de non-discrimination, au respect de la diversité et aux sociétés cohésives. Objectif 3 : Promouvoir le développement de compétences liées à la vie quotidienne. La stratégie nationale d'intégration 2021 souligne la nécessité de l'intégration sociale des bénéficiaires de la protection internationale. Objectif 1 : soutien à court terme et ciblé de l'autonomie des bénéficiaires d'une protection internationale. Actions et programmes rapides pour la fourniture de services aux réfugiés par les réfugiés. Objectif 1 : Développement de programmes rapides avec une participation bidirectionnelle des réfugiés (Refugees to Refugees). Objectif 2 : Développement de programmes intensifs pour faciliter l'accès direct au marché du travail. Objectif 2 : Garantir leurs droits Les bénéficiaires de la protection internationale comprennent : Objectif 1 : Promouvoir la santé physique et mentale et le bien-être. Objectif 2 : garantir l'accès à l'éducation scolaire pour les mineurs ou à l'école du soir pour les adultes. Objectif 3 : Améliorer l'employabilité et l'accès à l'emploi. Objectif 4 : Garantir l'accès à des informations et des services fiables. Objectif 5 : Créer des opportunités de logement.

### Références

**Fouskas, T., Martiniello, M., Koulierakis, G., Economou, C., de Maio, A. et Mine, F. (2020). Rapport annuel 2019 sur la migration et l'asile en Grèce : Rapport national : Partie 2 et annexe statistique. Athènes : Organisation européenne de droit public (EPLO)/Ministère hellénique des migrations et de l'asile/Commission européenne/Réseau européen des migrations.**

[https://ec.europa.eu/home-affairs/document/download/69914d51-b606-447b-95f3-2e4af9f982a2\\_en](https://ec.europa.eu/home-affairs/document/download/69914d51-b606-447b-95f3-2e4af9f982a2_en)

Le rapport politique annuel de 2019 vise à informer les États membres et la Commission européenne de tous les développements qui ont eu lieu au cours de l'année 2019, dans les domaines de la migration et de l'asile en Grèce.

**Journal officiel du gouvernement (2014). Loi n° 4251 Code de l'immigration et de l'intégration sociale et autres dispositions. Athènes : National Printinh House.**

[https://www.mfa.gr/images/docs/ethnikes\\_theoriseis/2015/metanast.pdf](https://www.mfa.gr/images/docs/ethnikes_theoriseis/2015/metanast.pdf)

Le lien permet d'accéder au code de l'immigration et de l'intégration sociale.

**Ministère de la migration et de l'asile (2019). Stratégie nationale d'intégration. Athènes : Stratégie nationale d'intégration.**



<https://migration.gov.gr/wp-content/uploads/2020/05/B6.-Εθνική-Στρατηγική-2019.pdf>

Ce lien permet d'accéder à la stratégie nationale d'intégration 2019 de la Grèce.

**Ministère de la migration et de l'asile (2021). Stratégie nationale d'intégration. Athènes : Stratégie nationale d'intégration.**

<https://migration.gov.gr/wp-content/uploads/2021/11/Εθνική-στρατηγική-για-την-κοινωνική-ένταξη-2021.pdf>

Ce lien permet d'accéder à la Stratégie nationale d'intégration 2021 de la Grèce.

## Espagne

Un certain nombre de mesures en Espagne suivent les recommandations européennes sur l'inclusion des immigrants. Le "Programme national pour le Fonds européen pour l'asile, la migration et l'intégration" (2014-2020) en est un exemple. Il a fixé, entre autres, les objectifs suivants : Établir et développer des stratégies d'intégration qui couvrent différents aspects du processus dynamique bidirectionnel avec la société d'accueil. Elles tiennent compte des besoins d'intégration des ressortissants de pays tiers et répondent aux besoins spécifiques de différents types de migrants. Il convient de noter que ce programme a envisagé la possibilité de mesures spécifiques pour les femmes migrantes.

Par ailleurs, il convient de mentionner le " Pacte d'État contre la violence de genre ", approuvé en 2017, qui transfère à l'Espagne la responsabilité de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul). L'objectif est de garantir l'amélioration et le perfectionnement du système, afin d'éradiquer la violence de genre, quel que soit le parti politique au pouvoir. Ce pacte envisage, dans l'axe 3, la nécessité de réviser les plans d'aide aux victimes, en accordant une attention particulière aux groupes de femmes vulnérables, comme les femmes migrantes. Les mesures comprennent l'implication des femmes migrantes dans la conception de politiques spécifiques et la proposition de mesures spécialisées pour les femmes migrantes en situation irrégulière.

En ce qui concerne la violence de genre, la "Loi organique 1/2004, du 28 décembre, relative aux mesures de protection intégrale contre la violence de genre", établit, parmi ses priorités, la gestion des situations spécifiques subies par les femmes étrangères. À cet effet, l'article 17 reconnaît l'objectif de garantir les droits des femmes victimes de la violence de genre, indépendamment de leur origine, de leur religion ou de toute autre circonstance personnelle ou sociale.

Il convient également de noter la "Résolution du 29 décembre 2020, du Secrétariat général de la fonction publique, qui publie l'accord du Conseil des ministres du 9 décembre 2020, approuvant le troisième plan pour l'égalité des sexes dans l'administration générale de l'État et dans les organismes publics liés ou dépendants". Parmi ses objectifs figurent l'élimination de toute forme de discrimination et de violence à l'égard des femmes, la reconnaissance et la valorisation du travail domestique et de soins, ainsi que la promotion de la coresponsabilité, et la garantie de la participation pleine et effective des femmes et de l'égalité des chances en matière de leadership à tous les niveaux.

Il est important de citer le "Deuxième plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité" (2017-2023), qui établit les droits des femmes comme une priorité parmi ses principes.

Enfin, certains programmes visant spécifiquement l'intégration des femmes migrantes sont mis en œuvre, comme le " Programme Sara " de l'Institut des femmes. Ce dernier vise à améliorer la qualité de vie des femmes immigrées, par une meilleure formation à la participation sociale et, en particulier, à l'emploi.

Une illustration de la mise en œuvre de certaines mesures favorisant l'inclusion des femmes immigrées en Espagne se trouve dans l'histoire à succès "De la Côte d'Ivoire à l'Espagne : à la conquête de la liberté", accessible dans la carte des études de cas VIW, disponible sur [https://viw.pixel-online.org/case\\_view.php?id=MTc=](https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=MTc=).



## Références/Ressources en ligne

### Comment aborder l'intégration des femmes immigrées. Un guide pour les administrations publiques

<https://www.inmujeres.gob.es/observatorios/observigualdad/estudiosInformes/docs/011-integracion.pdf>

Ce rapport présente une étude des programmes de soutien existants pour les femmes migrantes dans différents domaines d'action en Espagne.

### V Rapport sur le soutien psychosocial aux femmes migrantes par Red Acoge

[https://redacoge.org/wp-content/uploads/2020/11/5\\_-Mujeres-migrantes-y-refugiadas\\_v03\\_baja.pdf](https://redacoge.org/wp-content/uploads/2020/11/5_-Mujeres-migrantes-y-refugiadas_v03_baja.pdf)

Ce document est le résultat d'une recherche sur la situation des femmes migrantes en Espagne. Il vise à faciliter l'intégration de la perspective de genre dans les politiques migratoires et les interventions des organisations.

## France

Au cours des dix dernières années, les femmes migrantes sont devenues une priorité des politiques d'intégration en France. Cette construction des "femmes immigrées" comme catégorie d'action publique se traduit par des mesures législatives, par la mise en œuvre de programmes nationaux et locaux et par le développement d'actions spécifiques dans le domaine associatif et de l'intervention sociale. Ainsi, la question des "femmes immigrées", considérée comme une priorité publique, s'inscrit à la fois dans la politique d'intégration et dans la politique des droits des femmes.

Le gouvernement français, conformément aux traités internationaux, met en place une approche organisationnelle de la politique d'intégration afin de prendre en compte les différents secteurs de la politique d'intégration des femmes migrantes en France. En matière d'intégration sur le marché du travail et d'accès à l'emploi, les orientations et priorités nationales prennent spécifiquement en compte les femmes migrantes, comme en témoigne le "plan d'action pour la reconnaissance des compétences des primo-arrivants et l'accès à l'emploi des femmes étrangères". Cette prise en compte est le résultat d'une évolution de la stratégie nationale d'intégration et des orientations prononcées par le Comité interministériel à l'intégration (C2I) et le Comité interministériel à l'immigration et à l'intégration (C3I) en 2018 et 2019.

Pour soutenir l'inclusion et la participation citoyenne des femmes migrantes en France, des financements sont mis à disposition. Au niveau national, en 2020, quatre projets ont spécifiquement ciblé les femmes primo-arrivantes et les professionnels qui les accompagnent. Ils ont abordé les thématiques de l'accompagnement vers l'emploi et de l'accès aux droits (notamment mutilations sexuelles féminines, mariages précoces, violences faites aux femmes). En 2021, six projets en faveur des femmes ont été subventionnés pour leur accompagnement vers l'emploi, la formation professionnelle, l'accès aux droits et l'apprentissage du français en complément des formations dispensées dans le cadre du contrat d'intégration républicaine. Certains projets prévoient une solution de garde d'enfants.

Au niveau territorial, en 2020, 35% des femmes migrantes ont bénéficié d'actions d'intégration (emploi, apprentissage du français, y compris à des fins professionnelles, accès aux droits, appropriation des principes de la République et des usages de la société française). Ainsi, l'État a soutenu un grand nombre de projets au niveau régional pour l'insertion professionnelle des femmes primo-arrivantes. Ces projets, comme ceux portés par les associations UniR Universités & Réfugiés en Ile-de-France, CIDFF en Haute-Savoie ou Retravailler en Moselle, comprennent un diagnostic des compétences acquises, une validation des acquis de l'expérience ou une comparabilité du diplôme étranger via ENIC NARIC. Un autre exemple est un programme de découverte des métiers pour les femmes primo-arrivantes, comprenant 10 jours de formation et 10 jours de stage dans des entreprises partenaires.

Une semaine d'intégration des femmes migrantes a été organisée dans toute la France en octobre 2021, afin de promouvoir les initiatives de tous les acteurs, ministères, collectivités locales, associations, entreprises, engagés dans l'intégration. Cette semaine a été l'occasion de présenter le dispositif d'accompagnement global " Empower My Mama ", dédié à l'autonomisation des femmes, pour leur permettre de devenir des femmes indépendantes et entreprenantes.



## Références/ Ressources en ligne

### Comment les Français conçoivent l'intégration des immigrés et la citoyenneté

[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/bertossi\\_immigrant\\_integration\\_2020.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/bertossi_immigrant_integration_2020.pdf)

Cet article analyse les questions d'immigration et de citoyenneté à travers l'exemple de la France.

### Egalité des droits. Equal Voices. L'intégration des femmes migrantes sur le marché du travail dans six villes européennes/ Une approche comparative

[https://www.womenlobby.org/IMG/pdf/enomw\\_and\\_ewl\\_research\\_study\\_migrant\\_women\\_s\\_access\\_to\\_labourmarket\\_march\\_2012.pdf](https://www.womenlobby.org/IMG/pdf/enomw_and_ewl_research_study_migrant_women_s_access_to_labourmarket_march_2012.pdf)

L'objectif de cette étude est de produire un rapport comparatif sur l'intégration des femmes migrantes sur le marché du travail. En examinant l'impact spécifique que les politiques d'intégration locales, régionales et nationales ont eu sur les femmes migrantes.

## Italie

**Cadre juridique. La Constitution italienne** (1948) consacre quelques paragraphes à la notion de **sexe** ("gender" n'était pas utilisé à l'époque), aux **femmes** et aux **étrangers**, en termes d'égalité des droits et de dignité sociale pour tous.

Jusqu'aux années 1980, l'approche législative et politique dominante en matière de migration était celle qui considérait l'Italie comme une terre d'émigrants. L'évolution des **lois italiennes sur l'immigration** a commencé au milieu des années 1980 :

- **la loi 943/1986** a été la première loi traitant du recrutement et du traitement des travailleurs immigrés non européens, et de la lutte contre l'immigration clandestine ;
- **la loi Martelli**, 39/1990, a introduit des dispositions sur l'asile politique, l'entrée et le séjour des ressortissants de pays tiers et des apatrides ;
- **Loi Turco-Napolitano**, 40/1998 ;
- **Loi Bossi-Fini**, 189/2002 ;
- les années suivantes (2008, 2009, 2018-2019) ont été marquées par des décrets-lois de plus en plus restrictifs, appelés "**paquets de sécurité**" ou "ensembles de sécurité", sur l'immigration et la sécurité publique ;
- ces derniers ont été partiellement modifiés par la **loi 173/2020** sur l'immigration et la protection internationale, et le **nouveau pacte sur les migrations et l'asile (2021)**.

Une certaine **perspective de genre** dans la gestion des migrations est identifiable dans la loi 189/2002, **bien qu'en termes de travail**, à savoir : les femmes migrantes sont associées à des domaines d'activité particuliers, donc réglementées en tant que travailleuses domestiques et soignantes, souvent des femmes.

**Politiques d'intégration.** En Italie, l'immigration et l'asile sont traités par le **ministère de l'Intérieur**, ce qui signifie qu'il n'existe pas de ministère spécifique dédié à ces phénomènes. **Le Département des libertés civiles et de l'immigration**, au sein du ministère, couvre les fonctions et les tâches relatives à la protection des droits civils en matière d'immigration, d'asile, de citoyenneté, de minorités et de groupes religieux. Entre autres divisions opérationnelles, le département héberge **La direction centrale des politiques migratoires**, y compris l'Autorité du Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration (Programme national AMIF, 2014-2020), et la **Commission nationale pour le droit d'asile**.

**Perceptions.** Dès la promulgation de la première loi sur l'immigration en Italie, le phénomène a été principalement et de plus en plus abordé **en termes de travail et de sécurité publique**, ce qui est évident tant dans les lois que dans les politiques. Reflétées dans l'opinion publique, **des approches, des perceptions et des opinions** similaires, identifiées en



**termes de travail et de sécurité, de peur et d'urgence**, entourent souvent l'immigration, c'est-à-dire les migrants eux-mêmes.

L'ensemble de cette situation a entraîné la création d'un système décentralisé de **services d'inclusion sociale** pour les migrants. Une grande partie des **services** et des **initiatives**, y compris les projets de collaboration, les programmes d'assistance et les activités socioculturelles impliquant des femmes et des hommes migrants, sont développés à **différents niveaux territoriaux** (notamment local/régional), distribués par des réseaux territoriaux et mis en œuvre par **le tiers secteur**.

"La réussite est un équilibre entre la chance et le sacrifice" [https://viw.pixel-online.org/case\\_view.php?id=NDM=](https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=NDM=) : il s'agit de l'histoire d'une femme hautement qualifiée qui, par conséquent, n'a aucun problème d'inclusion sociale ou professionnelle : nous avons choisi cette histoire pour montrer comment, même dans une condition aussi favorable, un ancien ressortissant de l'UE peut être confronté à de longues procédures bureaucratiques, à des difficultés pour rassembler la documentation nécessaire et à la reconnaissance de ses qualifications professionnelles.

### Références

**Freedman J., 2016, Engendering Security at the Borders of Europe : Women Migrants and the Mediterranean 'Crisis', Journal of Refugee Studies 29(4), pp. 568-582.**

<https://academic.oup.com/jrs/article/29/4/568/2453266>

Les dangers auxquels sont confrontés les migrants qui tentent d'atteindre l'UE par bateau ont été soulignés dans de nombreux rapports et articles de presse. Cependant, bien que de plus en plus de femmes fassent partie de ceux qui tentent de rejoindre l'Europe, peu d'attention a été accordée jusqu'à présent à la nature sexuée des insécurités auxquelles ces migrants sont confrontés.

**Amicolo R., 2018, Tra garanzie e lacune. La dimensione di genere nella gestione dei richiedenti asilo in Italia, DEP - Deportate, esuli, profughe 36, pp. 128-146.**

[https://www.unive.it/pag/fileadmin/user\\_upload/dipartimenti/DSLCC/documenti/DEP/numeri/n36/11\\_Amicolo.pdf](https://www.unive.it/pag/fileadmin/user_upload/dipartimenti/DSLCC/documenti/DEP/numeri/n36/11_Amicolo.pdf)

L'article se propose de souligner la distance entre la défense formelle et la protection substantielle des réfugiés victimes de violence de genre. D'une part, il souligne les lacunes et les déficiences du droit en vigueur ; d'autre part, il met en évidence les solutions possibles et concrètes.

**Giorgi A., Vitale T., 2017, Les migrants dans le discours public : Entre médias, politique et opinion publique, in S. Marino, J. Roosblad, R. Penninx (ed.), Trade Unions and Migrant Workers, chapter 4, Edward Elgar Publishing, pp. 66-89.**

[https://www.academia.edu/29459986/MIGRANTS\\_IN\\_THE\\_PUBLIC\\_DISCOURSE\\_BETWEEN\\_MEDIA\\_POLICIES\\_AND\\_PUBLIC\\_OPINION](https://www.academia.edu/29459986/MIGRANTS_IN_THE_PUBLIC_DISCOURSE_BETWEEN_MEDIA_POLICIES_AND_PUBLIC_OPINION)

Dans ce chapitre, les auteurs s'intéressent particulièrement au climat politique général, aux programmes et aux alignements des partis politiques, ainsi qu'aux cadres maîtres et aux principales dynamiques de l'opinion publique.

**Aida, Ecre & Asgi, Overview of the Legal Framework, Italy [Dernière mise à jour : 03/06/21].**

<https://asylumineurope.org/reports/country/italy/overview-legal-framework/>

Ce site rassemble les principaux actes législatifs relatifs aux procédures d'asile, aux conditions d'accueil, à la détention et au contenu de la protection en Italie.

**Camera dei deputati, Servizio Studi, XVIII Legislatura : Immigrazione, 18 marzo 2021.**

[https://www.camera.it/temiap/documentazione/temi/pdf/1105627.pdf?\\_1557674616893](https://www.camera.it/temiap/documentazione/temi/pdf/1105627.pdf?_1557674616893)

Ce document apporte une analyse approfondie des lois et des actes réglementaires italiens en matière d'immigration.

**Les politiques d'immigration en Italie, : Les luttes en Italie**

<https://strugglesinitaly.wordpress.com/equality/en-immigration-policies-in-italy/>

Ce document en ligne analyse les politiques d'immigration et le cadre juridique en Italie jusqu'aux développements les plus récents dans ce domaine.



## Portugal

### Du droit international au droit national

Ce chapitre décrira la législation nationale portugaise qui régit les politiques d'intégration et d'inclusion dans le domaine de la migration. Trois niveaux d'analyse seront abordés : (i) la reconnaissance du droit international général et du droit international conventionnel dans le système juridique portugais ; (ii) les réglementations nationales qui adoptent des politiques d'intégration et d'inclusion ; (iii) les réglementations nationales qui démontrent une préoccupation pour les questions de genre.

En ce qui concerne le point (i), l'article 8 de la Constitution de la République portugaise contient des clauses incorporant des règles de droit international. La règle de réception automatique (article 8/1) détermine que les normes du droit international général sont automatiquement incorporées dans l'ordre juridique national. Les normes issues du droit international conventionnel (article 8/2), par contre, doivent passer par une procédure de ratification interne. Comme exemple du premier cas, on peut citer la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui contient des normes impératives du *ius cogens*, et auxquelles il est impossible de déroger. L'exemple qui illustre la deuxième situation est donné par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Selon le précepte constitutionnel de l'article 8, ces normes internationales font partie de l'ordre juridique portugais et, par conséquent, sont susceptibles d'être appliquées par les organes judiciaires.

Au point (ii), il est important de renforcer la réglementation résultant de l'approche de l'intégration et de l'inclusion dans le domaine de la migration. Les instruments suivants revêtent une importance particulière : Le Plan national de mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations et le Plan stratégique pour les migrations 2015-2020. Ces deux mécanismes travaillent sur les questions d'intégration et d'inclusion à travers des mesures visant les politiques d'intégration des immigrants, les politiques de promotion de l'intégration des nouveaux ressortissants, les politiques de coordination des flux migratoires, les politiques de renforcement de la légalité migratoire et de la qualité des services migratoires et les politiques d'encouragement, d'accompagnement et de soutien au retour des citoyens nationaux émigrés.

En ce qui concerne le point (iii), il est important de souligner le Fonds pour l'Asile, la Migration et l'Intégration (AMIF) conçu pour soutenir la capacité d'accueil des immigrants, améliorer la qualité des procédures d'asile et promouvoir l'intégration des immigrants au niveau local et régional. Un programme spécifique, produit par la création de l'équipe de projet sur les inégalités intersectionnelles (Délibération n° 227/2019) vise à développer et à mettre en œuvre des politiques d'intégration sensibles au genre pour les migrants, les personnes réfugiées et les demandeurs d'asile, avec une attention particulière aux situations où différentes inégalités se croisent. Cette équipe a pour principale attribution de transversaliser les questions de genre dans les politiques, activités et services d'intégration des migrants, y compris les réfugiés et les gitans.

L'étude de cas qui illustre le mieux ce chapitre est la success story "It's a love story, yes". L'histoire est accessible sur [https://viw.pixel-online.org/case\\_view.php?id=NDE=.](https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=NDE=)

### Références

#### Indice 2020 des politiques d'intégration des migrants - Portugal

<https://www.mipex.eu/portugal>

Informations sur les politiques d'intégration dans différents domaines, parmi lesquels les mesures anti-discrimination, l'éducation, la nationalité et l'accès à la santé.



### Migrantes - PLANOS DE INTEGRAÇÃO PARA MIGRANTES

<https://www.om.acm.gov.pt/documents/58428/183863/Revista+Migra%C3%A7%C3%B5es+13.pdf/e28a232a-29e2-4345-8d63-0f7651ffd25f>

Cet article fait référence à une analyse comparative entre le programme d'immigration de l'Australie et les bonnes pratiques du Plan stratégique pour les migrations du Portugal (pp 89-108).

## Slovenie

Le cadre de base des politiques de migration et d'intégration en Slovénie est fourni par la loi sur les étrangers, qui régleme l'autorisation de séjour en distinguant le statut de résident temporaire et permanent. La Constitution définit également le droit d'asile, qui est précisé par la loi sur la protection internationale. En Slovénie, la politique migratoire relève de la compétence du ministère de l'intérieur, qui est responsable de l'asile et de la migration. Sa direction de la migration et de l'intégration opère principalement dans le contexte discursif de la sécurité de l'État, du contrôle et de la gestion de la migration (Bajt et Freljh 2019). En 2017, un bureau gouvernemental spécial pour le soutien et l'intégration des migrants (SI. OUIIM) a été créé, reprenant une partie des responsabilités qui relevaient auparavant du ministère. L'élaboration des politiques et des procédures administratives pour l'obtention du statut de protection internationale reste du ressort du ministère de l'intérieur. Malgré son nom large, l'UOIM n'est responsable que des demandeurs d'asile et des personnes ayant un statut reconnu de protection internationale (réfugié ou subsidiaire). En 2021, ce nombre était d'environ 600 personnes au total. La grande majorité des étrangers en Slovénie, à savoir, ne sont pas des demandeurs d'asile et des bénéficiaires d'une protection internationale, d'où le fait que les mesures d'intégration à cet égard restent sans organisme public qui serait responsable de leur mise en œuvre. De même, les communautés locales n'ont pas le pouvoir officiel de mettre en œuvre la politique d'intégration, bien qu'elle soit dans les faits menée au niveau des communautés locales et soutenue par divers programmes du secteur non gouvernemental et des projets à court terme (Ladić et al. 2020).

En 2019, la Slovénie a adopté une nouvelle stratégie dans le domaine de la migration, qui porte également sur l'intégration. Elle souligne l'importance d'une approche holistique : coopération et complémentarité de tous les acteurs dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et des pratiques. L'intégration est donc officiellement reconnue comme un processus complexe impliquant divers domaines, dont la protection contre toutes les formes de discrimination. La Slovénie met l'accent sur l'égalité des sexes, qui fait partie intégrante de tous les objectifs de l'Agenda 2030. Les femmes issues des minorités ethniques et les immigrées sont incluses dans la résolution slovène sur l'intégration de la dimension de genre.

L'inclusion sociale reste fortement orientée vers la compréhension officielle de l'intégration par le marché du travail et la compétence linguistique. Cela signifie que la plupart des politiques d'intégration sont orientées vers l'intégration économique (c'est-à-dire l'emploi) et l'"acceptation" culturelle par l'apprentissage de la langue slovène. Ces deux approches s'adressent principalement à l'immigrant masculin paradigmatique et n'ont pas été conçues pour les femmes migrantes dont les situations de vie empêchent encore souvent leur intégration sur le marché du travail en raison de l'insuffisance des services publics de garde d'enfants ou, en même temps, les empêchent de suivre des cours de langue en raison de leur travail de soins.

Pour conclure ce chapitre, nous mettons à la disposition des étudiants l'histoire à succès suivante, mettant en scène une femme migrante en Slovénie et intitulée "L'intégration en tant que projet", accessible à l'adresse suivante :

[https://viw.pixel-online.org/case\\_view.php?id=OA==](https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=OA==). Cette histoire à succès illustre les obstacles bureaucratiques réels auxquels les femmes migrantes sont confrontées lorsqu'elles émigrent en Slovénie, ainsi que des stratégies actives pour surmonter ces obstacles.



## Références

Bajt, V. et Frelj, M. (2019). Crimmigration in Slovenia. Two Homelands 49 (7-25). [Doi : 10.3986/dd.v0i49.7251](https://doi.org/10.3986/dd.v0i49.7251).

Ladič, M., Bajt, V. et Jalušič, V. (2020). Mécanisme national d'évaluation de l'intégration : Slovénie. Rapport pour 2018. Ljubljana : Institut de la paix.

EWSI - Site web européen sur l'intégration : Slovénie. Bruxelles : Migration Policy Group. Disponible à l'adresse suivante : Gouvernance de l'intégration des migrants en Slovénie | European Website on Integration (europa.eu)

Le site web européen sur l'intégration (EWSI) est une initiative de la Commission européenne et relève de la responsabilité de la Direction générale des affaires intérieures et des migrations. Le site web est la seule source à l'échelle de l'UE qui fournit aux décideurs politiques et aux praticiens des informations actualisées et des bonnes pratiques sur l'intégration des migrants.

**MIPEX - Index des politiques d'intégration des migrants** : Slovénie. 2020. Bruxelles : Migration Policy Group. Disponible à l'adresse suivante : Slovénie | MIPEX 2020

Le site web interactif du Migrant Integration Policy Index (MIPEX) est un outil unique qui mesure les politiques d'intégration des migrants dans les pays des six continents, y compris tous les États membres de l'UE (y compris le Royaume-Uni), d'autres pays européens (Albanie, Islande, Macédoine du Nord, Moldavie, Norvège, Serbie, Suisse, Russie, Turquie et Ukraine), des pays asiatiques (Chine, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Jordanie, Arabie saoudite, Corée du Sud, Émirats arabes unis), des pays d'Amérique du Nord (Canada, Mexique et États-Unis), des pays d'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Chili), l'Afrique du Sud, ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande en Océanie. Des indicateurs politiques ont été développés pour créer une image riche et multidimensionnelle des possibilités de participation des migrants à la société. Des indicateurs spécifiques sont disponibles pour la Slovénie.



## CHAPITRE 5 : DIMENSION EUROPÉENNE

	FORME ET MODÈLE UNE ATTENTION À LA DIVERSITÉ CULTURELLE	BRÈVE DESCRIPTION DE LA RÉGLEMENTATION
<b>France</b>	La construction des "femmes migrantes" comme catégorie d'action publique se traduit par des mesures législatives au cours des dix dernières années. La question des "femmes immigrées", considérée comme une priorité publique, relève à la fois de la politique d'intégration et de la politique des droits des femmes.	Le gouvernement français, conformément aux traités internationaux, met en place une approche organisationnelle de la politique d'intégration afin de prendre en compte les différents secteurs de la politique d'intégration des femmes migrantes en France. En matière d'intégration sur le marché du travail et d'accès à l'emploi, les orientations et priorités nationales prennent spécifiquement en compte les femmes migrantes, comme en témoigne le " plan d'action pour la reconnaissance des compétences des primo-arrivants et l'accès à l'emploi des femmes étrangères ". Cette prise en compte est le résultat d'une évolution de la stratégie nationale d'intégration et des orientations prononcées par le Comité interministériel à l'intégration (C2I) et le Comité interministériel à l'immigration et à l'intégration (C3I) en 2018 et 2019.
<b>Greece</b>	* Le Code des migrations et de l'intégration sociale (loi 4251/2014) est actuellement la loi fondamentale qui régit l'intégration. **Stratégie nationale d'intégration 2013 ***Stratégie nationale d'intégration 2019 ****Stratégie nationale d'intégration 2021	* Il aborde les questions liées aux permis de séjour et à l'accès au marché du travail.  ** Identifie la promotion de l'intégration des femmes immigrées dans le système éducatif, l'intégration sur le marché du travail et l'accès aux services publics, entre autres, comme des éléments importants de l'intégration.  *** Souligne la nécessité de la pré-installation des demandeurs d'asile, la nécessité de l'intégration sociale des bénéficiaires de la protection internationale, entre autres actions.
<b>Italy</b>	* Constitution italienne (1948)  **Loi 943/1986  ***Loi 39/1990, dite "loi Martelli".  ****Loi 40/1998, dite "loi Turco-Napolitano".  *****Loi 189/2002, dite "loi Bossi-Fini".  *****Loi 173/2020 sur l'immigration et la protection internationale *****Nouveau Pacte sur les migrations et l'asile (2021)	* Consacre quelques paragraphes à la notion de sexe, de femmes et d'étrangers en termes d'égalité des droits et de dignité sociale pour tous.  Dès la promulgation de la toute première loi sur l'immigration en Italie, le phénomène a été abordé principalement et de plus en plus en termes de travail et de sécurité publique (urgence). ** Loi 943, première loi sur l'immigration en Italie : le phénomène est abordé de manière urgente et non organique, essentiellement en termes de travail (réglementation des travailleurs immigrés extracommunautaires et lutte contre l'immigration irrégulière). *** Loi 39, première loi organique sur l'immigration : introduit des mesures sociales pour les immigrants ; précise les règles d'entrée et de séjour en Italie, ou de rejet à la frontière ; redéfinit le statut de réfugié. **** Loi 40, première loi sur l'immigration : la loi sur l'immigration la plus cohérente et la plus organique à ce jour, destinée à surmonter l'approche d'urgence. ***** Loi 189 : elle renforce le contrôle de l'immigration, durcit les règles contre l'aide et la promotion de l'immigration illégale et introduit le système de protection des demandeurs d'asile et des réfugiés (SPRAR).  En raison de sa rigidité, la loi 189 a fait l'objet de critiques répétées : pourtant, elle a été suivie de décrets-lois et d'actes législatifs sur l'immigration de plus en plus restrictifs, connus sous le nom de "paquets de sécurité" ou "décrets de sécurité".

		<p>***** La loi 173 est intervenue sur de nombreux points, notamment en assouplissant les dispositions restrictives de la loi 189. mesures on immigration and integration.</p> <p>***** A comprehensive approach to migration and to the right to asylum and international protection.</p>
<b>Portugal</b>	<p>* Constitution de la République portugaise (1976)  ** Le plan national de mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations et le plan stratégique pour les migrations 2015-2020  *** Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration (AMIF)</p>	<p>*Les règlements qui reconnaissent le droit international. Les règles du droit international général sont automatiquement incorporées dans le système juridique national. Certaines conventions internationales spécifiques doivent faire l'objet d'une procédure de ratification.  ** Une législation nationale qui adopte des politiques d'inclusion et d'intégration. Diverses politiques ont été élaborées pour promouvoir l'intégration.  *** Une législation qui prend en compte les questions de genre. La FAMI dispose d'un programme spécifique qui vise à développer et à mettre en œuvre des politiques d'intégration tenant compte de la dimension de genre.</p>
<b>Slovenie</b>	<p>* La Constitution de la République de Slovénie (1991)  ** Loi sur les étrangers (2011 ... 2021)  *** Loi sur la protection internationale (2016 ... 2021)</p>	<p>* Définit le droit d'asile  ** Réglemente l'autorisation de séjour en distinguant entre le statut de résident temporaire et permanent.  Cependant, il est nécessaire de souligner que, puisqu'il n'existe pas de réglementation spécifique, il existe des lois multiples et diverses qui, d'une certaine manière, peuvent faire allusion à cette question.</p>
<b>Espagne</b>	<p>* Programme national pour le Fonds européen pour l'asile, la migration et l'intégration (2014-2020).  ** Loi organique 1/2004, du 28 décembre, relative aux mesures de protection intégrale contre la violence de genre.  *** Troisième plan pour l'égalité des sexes dans l'administration générale de l'État et dans les organismes publics liés ou dépendants.  **** Deuxième plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité" (2017-2023)</p>	<p>* Promouvoir l'intégration selon une approche à double sens. Des mesures spécifiques sont envisagées pour les femmes migrantes.  ** Une attention particulière est accordée au cas des femmes étrangères.  *** Promouvoir l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes.  **** Fait des droits des femmes une priorité.</p>

### Idées Générales

Le tableau récapitulatif présenté ci-dessus montre que chacun des pays analysés dispose d'une réglementation qui favorise l'intégration des femmes migrantes. Malgré cela, des différences considérables sont observées entre chacun des contextes. Alors que certains règlements/programmes s'adressent exclusivement au groupe des femmes migrantes (voir le cas de la France), il en existe d'autres dans lesquels les spécificités des femmes migrantes ne sont pas prises en compte (voir le cas de la Slovénie).

## OBJETS D'APPRENTISSAGE/ACTIVITÉS PRATIQUES

### Objets d'apprentissage/activités pratiques

*Comme développé dans le module 2, nous voyons l'importance de garantir les droits de l'homme dans n'importe quelle partie du monde, et pour n'importe quelle personne, indépendamment de son origine, sa race, sa religion, son sexe, etc. Nous voyons également la nécessité d'inclure une approche de genre aux droits de l'homme, étant donné la vulnérabilité particulière des femmes migrantes.*

**Durée: 45 minutes**

**Objectifs:**

- *Comprendre que les droits de l'homme sont universels et inaliénables.*
- *Identifier l'objectif et l'importance du Pacte mondial des Nations unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.*
- *Identifier la nécessité d'une perspective de genre dans les traités et politiques internationaux et européens.*

Afin de renforcer les connaissances de ce module, nous proposons les activités suivantes.

**Activité 1 : Prise en compte de la reconnaissance de l'égalité des sexes dans les droits de l'homme :**

- Mentionnez les différents traités internationaux qui incluent une perspective de genre. Selon eux, considérez-vous que la perspective de genre est suffisamment introduite de manière efficace ?
- Au regard de l'analyse de la législation européenne sur l'inclusion sociale et la participation civique des femmes migrantes, quelles mesures concrètes sont actuellement appliquées pour favoriser l'inclusion des femmes migrantes ? Donnez quelques exemples.
- Sur la base du dernier rapport 2021 de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence à l'égard des femmes (<https://www.ohchr.org/EN/Issues/Women/SRWomen/Pages/SRVAVW.aspx>), réfléchissez à la manière dont une perspective de genre peut être incluse dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, en 100 mots environ..

**Activité 2 : prise en compte de la réalité de la violence sexiste :**

- Regardez cette vidéo sur ce qu'il faut faire en cas de violence sexiste pour les femmes migrantes (disponible en plusieurs langues) fournie par le HCR au lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=aBDS4kMVeUU&list=PLcWbnvGj8a45UpDmSz1w3ibHH2X6N-ypS>.

Pensez-vous qu'elle soit pratique et compréhensible pour une femme qui vient d'un pays subsaharien, qui n'a jamais été à l'école et qui n'a jamais entendu parler du droit d'asile ?

## GLOSSAIRE

Termes	Notes	Sources
accès aux soins de santé	Les droits en matière de soins de santé dont bénéficient les ressortissants de pays tiers (migrants, demandeurs de protection internationale et réfugiés) dans les États membres de l'UE et dans leur pays d'origine.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf</a>
acquisition de la nationalité	Tout mode d'acquisition de la nationalité, c'est-à-dire par la naissance ou à tout moment après la naissance, automatique ou non, basé sur l'attribution, la déclaration, l'option ou la demande.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf</a>
Allophobie	Aversion pour l'altérité ou comportement hostile envers les personnes d'une autre culture ou religion.	<a href="http://www.encyclopedie.fr/definition/allophobie">http://www.encyclopedie.fr/definition/allophobie</a>
altérité	L'altérité est un concept d'origine philosophique signifiant "le caractère de ce qui est autre" et "la reconnaissance de l'autre dans sa différence", la différence étant entendue comme ethnique, sociale, culturelle ou religieuse.	Lalande André, <i>Dictionnaire de philosophie</i> , éd. PUF, Paris, 1993
Approche sensible au genre	<b>Sensible au genre.</b> Aborder et prendre en compte la dimension de genre. Sensibilité à <b>la dimension de genre</b> : capacité à reconnaître, à mettre en évidence et à corriger les différences, les problèmes et les inégalités entre les sexes, et à les intégrer dans les stratégies et les actions ; degré d'intégration de la dimension de genre dans les actions et les politiques, c'est-à-dire prise en compte des normes, des rôles et de l'accès aux ressources des hommes et des femmes dans la mesure où cela est nécessaire pour atteindre les objectifs de développement fixés	Commission européenne, 2004, Glossaire des termes relatifs au genre et au développement, p. 4. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes relatifs au genre, pp. 13-14, 17.
Assimilationniste	Processus par lequel l'expression culturelle d'un groupe minoritaire est absorbée par la culture dominante du pays d'accueil. Ce processus résulte de mesures publiques et de pratiques sociales qui contribuent à l'effacement plus ou moins subtil des marques de la culture d'origine, en les remplaçant par les caractéristiques de la	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 34  Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 12.

	<p>culture dominante impliquant la langue, les traditions, les valeurs et les comportements.</p>	
Autonomisation	<p><b>( des femmes, e. des femmes migrantes)</b></p> <p>Il s'agit d'un processus de renforcement de l'estime de soi, de la confiance en soi, de l'autonomie et de l'autodétermination d'une personne, qui se traduit par une plus grande maîtrise de sa propre vie et un meilleur développement personnel, en étant capable de se défendre et de résister à l'adversité. Elle cible les groupes qui, pour diverses raisons, sont en état de vulnérabilité. L'autonomisation des femmes implique la promotion d'une participation accrue aux processus de décision dans tous les aspects de la vie. L'autonomisation des femmes immigrées doit être fondée sur l'amélioration de la confiance en soi, de l'estime de soi et des capacités dans le cadre d'un processus de construction, de coopération et de solidarité. L'autonomisation des femmes repose sur un processus de progression vers l'égalité.</p>	<p>International Labour Organization (2020). Media-friendly glossary on migration: Women migrant workers and ending violence against women (EVAW) edition, p. 22.</p> <p>United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women. Concepts and Definitions. <a href="https://www.un.org/womenwatch/osi/conceptsanddefinitions.htm">https://www.un.org/womenwatch/osi/conceptsanddefinitions.htm</a></p>
carte bleue européenne	<p>L'autorisation portant le terme "carte bleue européenne" autorise son titulaire à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre de l'UE en vertu de la directive 2009/50/CE du Conseil (directive "carte bleue").</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a></p>
Communauté	<p>La communauté est un groupe de personnes unies par des intérêts similaires et qui ont des intérêts communs. En d'autres termes, ce sont des groupes organisés entre eux en fonction de certains objectifs et qui partagent des valeurs et des croyances communes fondées sur la langue, les coutumes, le patrimoine culturel et historique, la situation géographique et la perspective du monde. Au sein d'une communauté, il est habituel de créer une identité mutuelle qui se distingue des autres groupes. Les communautés de migrants sont</p>	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.</p>

	généralement soutenues par d'autres migrants de la même nationalité, ce qui contribue à la création et au maintien de réseaux informels jouant un rôle dans l'orientation et la préservation de leur propre culture pour les générations futures.	
Compétence culturelle	<p><b>(dans les études sur la migration et les services sociaux)</b></p> <p>Les normes définissent la compétence culturelle comme le processus par lequel les individus et les systèmes établissent des relations respectueuses et efficaces avec des personnes de toutes cultures, langues, classes, origines ethniques, religions et autres facteurs de diversité, d'une manière qui reconnaît, affirme et valorise la valeur des individus, des familles et des communautés, et protège et préserve la dignité de chacun. La compétence culturelle peut être développée par l'expérience interculturelle et est liée à la déconstruction et à la prise de conscience de ses propres valeurs et pratiques culturelles.</p>	<p>Ann Marie Garran &amp; Lisa Werkmeister Rozas (2013) Cultural Competence Revisited, <i>Journal of Ethnic and Cultural Diversity in Social Work</i>, 22:2, 97-111, DOI: 10.1080/15313204.2013.78533</p> <p>Lalueza J.L. &amp; Macías-Gómez-Estern, B. (2020): Border crossing. A service-learning approach based on transformative learning and cultural-historical Psychology (<i>Cruzando la frontera. Una aproximación al aprendizaje servicio desde el aprendizaje transformativo y la psicología histórico-cultural</i>), <i>Culture and Education</i>, 32(3), 556-582 <a href="https://doi.org/10.1080/11356405.2020.1792755">https://doi.org/10.1080/11356405.2020.1792755</a>.</p> <p>Macías-Gómez-Estern, B. (2021). Critical Psychology for Community Emancipation: Insights from Socio-educative Praxis in Hybrid Settings. In <i>New Waves in Social Psychology</i> (pp. 25-54). Palgrave Macmillan, Cham.</p>
Diversité des femmes migrantes	<p><b>(Condition de migrante et de femme)</b></p> <p>Une approche de l'examen de la diversité des expériences des femmes migrantes et de la manière dont la classe, la race/ethnicité, le travail et d'autres variables s'entrecroisent avec le genre : ces facteurs et d'autres sont tous importants pour comprendre les femmes migrantes dans leur double condition de migrante et de femme comme point de départ de leur diversité.</p>	<p>Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, <i>Glossary of Gender-related Terms</i>, pp. 31-32.</p>
Double (ou triple)	<b>(des femmes migrantes)</b>	Campani, 2007, p. 5.

<p>isolement &amp; marginalisation &amp; oppression</p>	<p>Le genre et l'ethnicité, ainsi que l'occupation dans le travail domestique, privé de reconnaissance sociale, font que les femmes immigrées sont soumises à une triple marginalité : sociale, économique et culturelle. Dans ce domaine, la ségrégation professionnelle occupe une place particulière, à savoir : la concentration des femmes et des hommes dans différents types et niveaux d'activité et d'emploi, les femmes étant confinées dans un éventail de professions plus étroit (ségrégation horizontale) que les hommes, et dans les catégories de travail inférieures (ségrégation verticale).</p>	<p>European Commission, 2004, <i>Glossary of gender and development terms</i>, p. 4.</p>
<p>double nationalité</p>	<p>La possession simultanée de deux ou plusieurs citoyennetés par la même personne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a></p>
<p>droit du sang</p>	<p>La détermination de la nationalité d'une personne sur la base de la nationalité de ses parents (ou d'un parent ou d'un parent particulier) au moment de la naissance de la personne visée et au moment de l'acquisition de la nationalité par la personne visée (les deux moments sont différents en cas d'acquisition après la naissance).</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a></p>
<p>droit du sol</p>	<p>Principe selon lequel la nationalité d'une personne est déterminée sur la base de son pays de naissance.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a></p>
<p>Droits (humains) des femmes</p>	<p><b>(syn. droits humains des femmes).</b> Droits qui favorisent une position d'égalité juridique, politique et sociale des femmes avec les hommes, et l'équité de traitement pour les femmes, comme pour les hommes, dans tous les domaines de la société. Les droits des femmes et des filles en tant que partie inaliénable, intégrale et indivisible des droits humains universels,</p>	<p>Adapté de Oxford Reference, 2022 &amp; Lexico, 2022 &amp; Cambridge Dictionary, 2022 &amp; Merriam-Webster, 2022. Adapté de Commission européenne, 2004, <i>Glossary of gender and development terms</i>, p. 4 &amp; Christodoulou, Zobnina, 2009, <i>Glossary of Gender-related Terms</i>, p. 31.</p>

	c'est-à-dire la reconnaissance que les droits des femmes sont des droits humains et que les femmes subissent des injustices uniquement en raison de leur sexe.	
Droits de l'Homme	<p><b>(perspective des droits de l'homme)</b></p> <p>Normes internationales convenues qui reconnaissent et protègent la dignité et l'intégrité de chaque individu, sans aucune distinction (Glossaire principal du HCR) ; les droits de l'homme font partie du droit international coutumier et sont stipulés dans divers documents juridiques nationaux, régionaux et internationaux généralement appelés instruments des droits de l'homme [Glossaire du REM, 2018, p. 195]. Ensemble de droits fondamentaux considérés comme appartenant à toutes les personnes, et auxquels tout être humain devrait pouvoir prétendre ; droits civils et politiques : droit à la vie, à la justice, à la liberté, à la liberté d'expression, ou à ne pas être emprisonné illégalement, torturé, exécuté ; droits sociaux, culturels et économiques : droit de participer à la culture, droit à l'alimentation, au travail et à l'éducation.</p>	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19 & Oxford Reference, 2022 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022.
Éducation sensible au genre	<p><b>Parité dans l'éducation.</b> Il s'agit de pourcentages équivalents d'hommes et de femmes dans un système éducatif (par rapport à la population par groupe d'âge). La parité est essentielle mais pas suffisante pour atteindre l'égalité des sexes. <b>Objectif 4 : éducation de qualité</b> : universaliser l'accès à une éducation de qualité, du niveau préprimaire au niveau tertiaire, avec pour mandat spécifique de corriger les inégalités sociales qui compromettent l'accès aux possibilités d'éducation. Éliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux et veiller à ce que les installations éducatives tiennent compte des besoins des femmes afin de créer des environnements d'apprentissage efficaces. La résolution 70/138 de l'Assemblée générale note que le droit égal des filles à une éducation de qualité est au cœur du programme de développement durable.</p>	UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p. 6. UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 10.
Égalité des sexes	<b>(syn. égalitarisme de genre, égalité des</b>	Dictionnaire Cambridge, 2022. Oxford Reference, 2022 ; Lexico, 2022.

	<p><b>sexes, égalité sexuelle).</b></p> <p>Le fait de traiter les femmes et les hommes de la même manière : l'égalité des sexes n'implique pas que les femmes et les hommes sont identiques, mais qu'ils ont la même valeur et doivent bénéficier d'un traitement égal. L'état dans lequel l'accès aux droits ou aux opportunités n'est pas affecté par le sexe. Le concept selon lequel les femmes et les hommes, les filles et les garçons bénéficient de conditions, d'un traitement et de chances égaux pour réaliser pleinement leur potentiel, leurs droits humains et leur dignité, et pour contribuer au développement économique, social, culturel et politique et en bénéficier.</p>	<p>UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p.</p>
Emancipation	<p><b>( des femmes, des femmes migrantes)</b></p> <p>L'action ou le processus d'émancipation, c'est-à-dire le fait d'être libéré de restrictions légales, sociales ou politiques, c'est-à-dire du contrôle ou du pouvoir d'une autre personne ; l'action ou le processus consistant à se libérer de restrictions légales, sociales ou politiques, et à donner à quelqu'un une liberté et des droits sociaux ou politiques (syn. libération ; par exemple, l'émancipation de l'esclavage) ; l'action de se libérer de toute influence contrôlante, comme les mœurs ou les croyances traditionnelles.</p>	<p>Adapté de Oxford Reference, 2022 &amp; Lexico, 2022 &amp; Merriam-Webster, 2022 &amp; Cambridge Dictionary, 2022</p> <p><b>Émancipation féminine ou libération des femmes : action ou processus visant à obtenir l'égalité des femmes dans tous les domaines de la société (par exemple, le mouvement de libération des femmes). Adapté du Cambridge Dictionary, 2022</b></p>
Équité sociale	<p>L'équité sociale a été utilisée avec des significations différentes selon le domaine où ce terme est appliqué (santé, éducation, droit, finance, psychologie, etc.). Elle concerne l'accès, juste et équitable à toutes les ressources et la distribution des moyens. Il s'agit de considérer différentes catégories de ressources, liées non seulement aux biens financiers mais aussi au capital social, à l'environnement social, à la participation, aux réseaux d'aide, aux liens affectifs, aux relations et au bien-être communautaire et personnel.</p>	<p>Melbourne Social Equity Institute webpage. <a href="https://socialequity.unimelb.edu.au/stories/what-is-social-equity">https://socialequity.unimelb.edu.au/stories/what-is-social-equity</a>. Consulté le 3 mars 2022.</p>
État providence (système)	<p>Système politique dans lequel l'État s'engage à protéger le bien-être individuel et collectif de ses citoyens, en particulier ceux qui sont dans le besoin sur le plan économique ou social, en fournissant une</p>	<p>Adapté du Cambridge Dictionary, 2022 &amp; Lexico, 2022 &amp; Giddens, 2009, Sociology, p. 1137 &amp; Oxford Reference, 2022 &amp; Merriam-Webster, 2022.</p>

	<p>série de services tels que les soins de santé, le chômage, l'éducation, les pensions et autres prestations sociales ; un État/nation/pays caractérisé par le fonctionnement du <b>système d'État-providence</b>, financé à la fois par la fiscalité et l'assurance nationale.</p>	
Ethnicisation	<p>L'ethnicisation désigne un processus par lequel des personnes sont désignée, à tort ou à raison, à un groupe ethnique en fonction de leur origine, de leur apparence ou de leur mode de vie. Le comportement des personnes est expliqué principalement sur la base d'une ethnicité supposée.</p>	<p>Developpé par Jean-Loup Amselle dans son ouvrage <i>L'Ethnicisation de la France</i> (Éditions Lignes, 2011).</p>
Étranger	<p>Dans le contexte mondial, une personne qui n'est pas un ressortissant (natif ou citoyen) d'un État donné. Dans le contexte de l'UE, une personne qui n'est pas ressortissante d'un État membre de l'UE.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a></p>
Exploitation fondée sur le sexe	<p><b>Exploitation.</b> Une relation sociale ou institutionnelle dans laquelle une partie profite au détriment de l'autre par un déséquilibre de pouvoir. Le fait de tirer profit de quelque chose ou de quelqu'un, en particulier le fait de tirer un avantage injuste d'une autre personne pour son propre bénéfice (par exemple, l'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, la mendicité, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude, l'exploitation d'activités criminelles, le prélèvement d'organes, etc.</p>	<p>Giddens, 2009, Sociologie, p. 1118. Adapté du glossaire du REM, 2018, p. 151. L'exploitation et les abus sexuels sont une forme de violence fondée sur le genre [PSEA].</p>
Genre	<p>Construction sociale des différents rôles attribués aux hommes et aux femmes, impliquant des aspects économiques, sociaux et culturels. Les rôles de genre sont considérés comme appropriés pour les individus d'un sexe spécifique et ils affectent les interactions sociales entre les hommes et les femmes, ce qui conduit finalement à des inégalités et à une inégalité des chances. Le terme "genre" est souvent confondu avec le "sexe", qui englobe les différences biologiques.</p>	<p>Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 8.</p> <p>Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme (OSAGI) Nations Unies, Gender Mainstreaming, définitions et concepts. <a href="https://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsanddefinitions.htm">https://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsanddefinitions.htm</a></p>

<p>Identité</p>	<p>L'identité traduit l'image que l'on a de soi par rapport aux autres. D'un point de vue ontologique, elle porte l'essence de l'être, qui est variable, surtout si l'on tient compte de facteurs caractéristiques tels que la nationalité, l'ethnie, la race, la religion, l'orientation sexuelle, le sexe et les attitudes. L'identité fait référence aux catégories sociales et aux sources du respect de soi ou de la dignité de l'individu. En ce sens, l'individu n'existe pas isolé de son contexte social. À son tour, la société n'est pas détachée des processus identitaires, ce qui rend le concept fluide et diversifié.</p>	<p>Conseil de l'Europe, Glossary of key terminology  <a href="https://www.coe.int/en/web/autobiography-intercultural-encounters/glossary">https://www.coe.int/en/web/autobiography-intercultural-encounters/glossary</a>          Fearon, J. (1999). What is identity (as we now use the word)?, p. 3.  <a href="https://web.stanford.edu/group/fearon-research/cgi-bin/wordpress/wp-content/uploads/2013/10/What-is-Identity-as-we-now-use-the-word-.pdf">https://web.stanford.edu/group/fearon-research/cgi-bin/wordpress/wp-content/uploads/2013/10/What-is-Identity-as-we-now-use-the-word-.pdf</a></p>
<p>Identité de genre</p>	<p>Expérience interne et individuelle ressentie par chaque personne concernant le genre auquel elle s'identifie, qui peut correspondre ou non au sexe assigné à la naissance. L'identité de genre peut être identique ou différente du sexe avec lequel la personne est née, et peut même ne correspondre à aucun des deux. Les individus peuvent prendre conscience de leur identité de genre à différentes étapes de leur vie et son expression peut être révélée par les vêtements, le comportement et l'apparence personnelle. "L'identité de genre n'est qu'une des nombreuses identités sociales possibles".</p>	<p>Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 18.          Wood, W., Eagly, A. (2009).</p>
<p>Identité sociale d'une femme migrante</p>	<p><b>(situation sociale, culturelle, économique et autre )</b></p> <p>Nous pouvons comprendre la construction de l'identité sociale comme une action qui vise à se définir ou à se caractériser, et souvent en relation avec des sentiments d'attachement à différents groupes d'appartenance (famille, groupe culturel, sexe, etc.). L'action d'identification est souvent réalisée à travers des récits, qui offrent un sens à des trajectoires de vie ayant connu des tournants, comme la migration. L'identité sociale d'une personne se construit également en dialogue avec les catégories sociales. Dans ce sens, l'identité sociale d'une femme migrante intègre des catégories et des schémas sociaux liés à son genre, à la</p>	<p>Abrams, D., &amp; Hogg, M. A. (1990). An introduction to the social identity approach. <i>Social identity theory: Constructive and critical advances</i>, 1-9.</p> <p>Benwell, B. (2006). <i>Discourse and identity</i>. Edinburgh University Press.          De Fina, A. (2003). Identity in narrative. <i>A study of immigrant discourse</i>, 251.</p> <p>Harré, Rom; Moghaddam, Fathali M. (2015). "Positioning Theory". <i>The International Encyclopedia of Language and Social Interaction</i>: 1–9.</p> <p>Macías-Gómez-Estern, B. &amp; Vasquez, O. (2015): Identity construction in</p>

	migration et aux circonstances socioculturelles et économiques, tels qu'ils sont reproduits ou résistés dans son propre récit personnel agencif et son positionnement quotidien.	narratives of migration. In Hansen, Jensen & Berliner (Eds.): <i>Conceptual and applied approaches to self in culture in mind</i> . Aalborg University Press. Aalborg.
Immigration	Dans le contexte mondial, le fait d'arriver sur un territoire et d'y rester pendant une période suffisamment longue pour en faire son lieu de résidence principale. Dans le contexte de l'UE, l'action par laquelle une personne établit sa résidence habituelle sur le territoire d'un État membre de l'UE pour une période qui est, ou est censée être, d'au moins 12 mois, après avoir précédemment résidé habituellement dans un autre État membre de l'UE ou dans un pays tiers.	Castles, S. (1998). <i>The age of migration: International population movements in the modern world</i> . Macmillan International Higher Education. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. <a href="https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf">https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf</a> Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (2019): glossaire sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022.
Inclusion sociale	Définition dans le contexte de l'UE, un cadre pour le développement de stratégies nationales, ainsi que pour la coordination des politiques entre les États membres de l'UE, sur les questions relatives à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. <a href="https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf">https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf</a>
Inégalité des sexes	Les différences de statut, de pouvoir et de prestige des femmes et des hommes dans les groupes, les collectivités et les sociétés.	Giddens, 2009, <i>Sociology</i> , p. 1119.
Intégration	Selon le Glossaire Asile et Migration 6.0, dans le contexte de l'UE, l'intégration est un processus dynamique et bidirectionnel d'accommodation mutuelle par tous les immigrants et résidents (REM, 2018, p.214). Cependant, certains théoriciens critiques affirment que l'intégration présuppose l'adoption par les groupes minoritaires des normes et valeurs sociales	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	de la culture dominante.	
Interculturalité	Elle fait référence à la relation entre les cultures. Les perspectives interculturelles se caractérisent par l'intentionnalité des interactions, de l'apprentissage et de l'échange mutuel entre différentes cultures. Elles prévoient une coexistence effective entre des personnes de cultures différentes et la possibilité d'un partage effectif des connaissances et des manières d'être et de vivre. L'interculturalité dans une perspective de genre cherche à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles en luttant contre les barrières qui maintiennent les inégalités.	UNESCO. La diversité des expressions culturelles. <a href="https://en.unesco.org/creativity/interculturality">https://en.unesco.org/creativity/interculturality</a> Article 4.8 de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles
Intersectionnalité	L'intersectionnalité ou l'intersectionnalisme est un concept utilisé en sociologie et en pensée politique, qui fait référence à la situation des personnes qui subissent simultanément plusieurs formes de stratification, de domination ou de discrimination dans une société.	Patricia Hill Collins, <i>L'intersectionnalité en tant que théorie sociale critique : Intersectionality as Critical Social Theory</i> , Duke University Press, 2019.
Islamophobie	L'islamophobie est un terme polysémique, défini étymologiquement comme la peur ou la crainte de l'islam, mais il peut également signifier l'hostilité envers l'islam ou les musulmans, bien qu'il n'y ait pas de consensus aujourd'hui.	Adapté par la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) dans son rapport annuel de 2013.
La diversité culturelle	Communauté ou groupe où l'on peut identifier une variété de différences culturelles et sociales. Ces différences reposent sur diverses formes d'expressions basées sur la race, l'ethnie, la nationalité, la religion, le sexe, le genre, la position socio-économique, la langue, les capacités physiques et psychologiques, les croyances, les valeurs et les traditions.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 41.
La femme migrante, sujet actif	<b>(agente de son expérience migratoire)</b> Le fait de considérer la condition des femmes migrantes comme des participantes actives aux migrations.  Cette évolution de la perception et de la reconnaissance des rôles participe d'un intérêt spécifiquement porté aux femmes migrantes de la part des chercheurs-ses et des décideurs politiques, ainsi qu'à une	Adapté de Morokvasic, 1984, pp. 895, 899 & Kofman, 1999, pp. 270, 273-274, 286.

	<p>prise de conscience croissante du biais masculin dans la recherche sur les migrations : les récits qui en résultent contribuent à redresser le déséquilibre et à dépeindre des femmes migrantes actives qui déploient des stratégies individuelles et participent aux décisions de leur foyer. Cette approche a été étayée par l'observation de femmes individuelles qui gèrent leur propre projet de migration en tant que sujets actifs.</p>	
La femme migrante, une victime passive	<p>Le rôle de l'<i>agency</i> est particulièrement vital pour une approche de genre de la migration, étant donné qu'il est souvent supposé que les femmes "suivent" les hommes, et que leur rôle dans la migration est réactif plutôt que proactif, la migration étant traitée comme un phénomène impliquant les hommes comme seuls acteurs actifs. Rétrospectivement, certains travaux de recherche semblent être obsédés par l'économie et la classe sociale à l'exclusion d'autres facteurs, tandis que d'autres ont prêté attention aux questions de genre [adapté de Kofman, Phizacklea, Raghuram, Sales, 2001, p. 23]. Une telle vision stéréotypée renforce l'idée que les femmes migrantes sont des agents passifs, c'est-à-dire des "suiveuses" et des "dépendantes", dont l'emploi (lorsqu'il existe) devient également une considération secondaire.</p>	Adapté de Morokvasic, 1984, p. 897 & Kofman, 1999, p. 273.
Le bien-être social	<p><b>(s. bien-être)</b></p> <p>Le bien-être d'une communauté ou d'une société dans son ensemble, qui se reflète dans le bien-être de ses membres individuels, en particulier en matière de santé et d'économie [adapté de Lexico, 2022 &amp; Oxford Reference, 2022].</p> <p><b>Protection sociale ou S. protection.</b> Ensemble des services, politiques et programmes publics (État/gouvernement) ou privés organisés visant à prévenir, réduire et éliminer les vulnérabilités économiques et sociales à la pauvreté et aux privations des groupes défavorisés (pauvres, malades, personnes âgées, etc.).</p>	Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 197 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022.
Migration	Le concept de migration est défini dans un	Commission européenne (2018) Asile

	<p>sens large. Il correspond à un processus de déplacement qui couvre tout type de mouvement de personnes, de groupes ou d'individus d'un endroit à un autre à la recherche de meilleures conditions et de meilleurs niveaux de vie. Le mouvement des personnes comprend la migration internationale (transfrontalière vers un autre État) et la migration interne (mouvement à l'intérieur du pays). Le processus de migration est toujours considéré sur une année, indépendamment de sa durée, de sa composition ou de ses causes. Il comprend la migration des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes déracinées, des migrants environnementaux, des migrants économiques et des personnes se déplaçant pour d'autres raisons, par exemple, des persécutions politiques, des conflits, le regroupement familial.</p>	<p>et migration. Glossaire 6.0, p. 255</p> <p>Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW)</p> <p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations. P. 132</p>
Multiculturalisme	<p>Un modèle qui propose une société basée sur le principe que chacun a une communauté, chaque communauté une culture, et chaque culture son propre espace et ses limites inviolables. Il repose sur une politique qui souscrit au principe de la diversité culturelle et soutient le droit des différentes cultures et des différents groupes ethniques à conserver des identités culturelles distinctes en leur assurant un accès équitable à la société, en adoptant les principes constitutionnels et les valeurs généralement partagées qui prévalent dans la société. Elle met l'accent sur les différences culturelles et les différentes cultures qui existent les unes autour des autres sans nécessairement beaucoup de contact ou d'interaction participative.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 265</p>
nationalité	<p>Le lien juridique particulier entre un individu et son État, acquis par la naissance ou la naturalisation, que ce soit par déclaration, choix, mariage ou autre selon la législation nationale.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0  <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a></p>
Naturalisation	<p>Tout mode d'acquisition après la naissance</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile</p>

	d'une nationalité non détenue précédemment par la personne visée qui nécessite une demande de cette personne ou de son représentant légal ainsi qu'un acte d'octroi de la nationalité par une autorité publique.	et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a>
Opportunités sociales	Généralement utilisé pour faire référence à l'idée que les gens ont des possibilités objectives de développement différentes en fonction de l'environnement dans lequel ils grandissent et participent. Il s'agit de l'accès différentiel à une éducation de qualité, aux soins de santé, à la promotion sociale, au soutien financier, au capital social, aux loisirs, etc. Les possibilités sociales peuvent être difficiles à mesurer car elles sont liées à des désirs et à des besoins définis de manière subjective.	Elster, J. (2019). <i>Tuercas y tornillos Una introducción a los conceptos básicos de las ciencias sociales</i> . Santa Fe, Asociación Civil Mirame Bien, 2019.
Oppression	L'oppression sociale est une oppression qui s'exerce par des moyens sociaux et qui a une portée sociale - elle affecte des catégories entières de personnes. Elle se produit lorsqu'un groupe détient un pouvoir sur un autre dans la société en contrôlant les institutions sociales, les lois, les coutumes et les normes de la société.	<a href="https://www.crrf-fcrr.ca/fr/bibliotheque/glossaire-fr-fr-1/item/27171-oppression-sociale">https://www.crrf-fcrr.ca/fr/bibliotheque/glossaire-fr-fr-1/item/27171-oppression-sociale</a>
permis de séjour	Toute autorisation délivrée par les autorités d'un État membre de l'UE permettant à un ressortissant de pays tiers de séjourner légalement sur son territoire, conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 265/2010 (règlement relatif au visa de long séjour).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a>
permis de travail / autorisation de travail	Dans le contexte mondial, un document légal délivré par une autorité compétente d'un État donnant l'autorisation d'employer des travailleurs migrants dans le pays d'accueil pendant la période de validité du permis. Dans le contexte de l'UE, un document juridique délivré par une autorité compétente d'un État membre de l'UE indiquant le droit d'un ressortissant de pays tiers à travailler sur son territoire pendant la période de validité du permis.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a>
permis unique	Titre de séjour délivré par les autorités d'un État membre de l'UE à l'issue d'une	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	procédure de demande unique, permettant à un ressortissant de pays tiers de résider légalement sur son territoire à des fins de travail.	<a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a>
personne faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe	Un ressortissant de pays tiers faisant l'objet d'un détachement temporaire d'une entreprise établie en dehors du territoire d'un État membre de l'UE et à laquelle le ressortissant de pays tiers est lié par un contrat de travail à une entité appartenant à l'entreprise ou au même groupe d'entreprises qui est établie sur ce territoire.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a>
Perspective de genre	<b>(dans les études sur les migrations)</b> La perspective de genre reconnaît que les différences d'expériences de vie basées sur le genre entraînent souvent des inégalités sociales, économiques, politiques et autres pour les femmes et les filles : appliquée à l'élaboration de politiques et à la prestation de services, la perspective de genre peut contribuer à promouvoir un changement positif dans leur vie. Elle implique en outre une <b>sensibilisation au genre</b> qui reconnaît la pertinence du genre dans ses multiples dimensions sociales et englobe, à la fois comme concept et comme action, "la connaissance et la compréhension des différences dans les rôles et les relations entre les femmes et les hommes, notamment sur le lieu de travail". En termes de recherche et d'analyse, la perspective de genre implique une sensibilisation accrue au parti pris masculin dans la recherche sur la migration et la reconnaissance des femmes migrantes en tant que participantes actives.	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19.  (Dictionnaire Cambridge, 2022) Adapté de Lapov, Campani, 2017, p. 91-92.  Adapté de Morokvasic, 1984, p. 899
perte de la nationalité	Tout mode de perte de la qualité de citoyen d'un pays, volontairement ou involontairement, automatiquement ou par un acte des autorités publiques.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a>
Politiques d'inclusion sociale	Elles consistent à concevoir des instruments de politique publique qui garantissent le plein exercice des droits de citoyenneté dans tous les domaines de la	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	<p>vie. Les stratégies d'inclusion visent à assurer la pleine participation civique de tous les groupes (y compris les minorités). Les politiques d'inclusion sociale concrétisent les droits garantis par la Constitution aux niveaux politique, économique et social. Dans le domaine de la migration, des politiques d'inclusion sociale sont conçues dans des domaines tels que la santé, la sécurité sociale, le travail, les mouvements associatifs et autres. Ces pratiques participent à la cohésion sociale et à la vitalité de la société civile, contribuant à une plus grande expression de la diversité culturelle.</p>	
<p>Politiques sensibles au genre</p>	<p><b>(syn. politiques sensibles au genre, politiques de genre).</b> Politiques qui sont conscientes des différences entre les sexes et qui en tiennent compte. Politiques sensibles à la <b>dimension de genre</b> : politiques reconnaissant que les femmes (ainsi que les hommes) sont des acteurs du développement et qu'elles sont souvent soumises à des contraintes différentes de celles des hommes, ce qui signifie que leurs besoins, intérêts et priorités peuvent différer et parfois entrer en conflit. <b>Planification de l'égalité des sexes</b> : une approche de la planification se référant au processus de planification des programmes et politiques de développement qui sont sensibles à la dimension de genre, ce qui signifie reconnaître et prendre en compte l'impact des différents rôles que les femmes et les hommes jouent dans la société, et le fait qu'ils ont souvent des besoins différents dans la communauté ou le secteur cible.</p>	<p>Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 5. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes liés au genre, p. 14-15. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 14 &amp; UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5.</p>
<p>Pratiques d'inclusion sociale</p>	<p>Les pratiques d'inclusion sociale font référence aux actions, dynamiques et stratégies visant à promouvoir le processus d'amélioration de la capacité, de l'opportunité et de la dignité des personnes défavorisées sur la base de leur identité, afin qu'elles participent à la société.</p>	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration.</p>

<p>Préjudice</p>	<p>Le maintien d'idées préconçues sur un individu ou un groupe, idées qui résistent au changement même face à de nouvelles informations. Les préjugés peuvent être positifs ou négatifs. Le plus souvent, un préjugé est constitué d'attitudes défavorables ou discriminatoires à l'égard de personnes de catégories différentes : les préjugés raciaux, sexuels et autres peuvent exister au niveau des relations personnelles et du comportement individuel, mais aussi être institutionnalisés sous forme de politique juridique ou administrative.</p>	<p>Giddens, 2009, Sociologie, p. 1128. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 22.</p>
<p>Préjugés sexistes</p>	<p><b>(syn. préjugé de genre, parti pris de genre)</b></p> <p>Les différences de rôles entre les sexes reflètent des partis pris ou des préjugés, c'est-à-dire une attitude négative à l'égard d'autrui fondée sur des stéréotypes sociaux concernant les femmes et les hommes, et sur un préjugé concernant ces personnes sans connaissance ou expérience préalable. Un préjugé sexiste, c'est-à-dire une différence injuste dans la façon dont les femmes et les hommes sont traités (comportement sexiste), aboutit facilement à favoriser un sexe par rapport à l'autre, généralement les hommes et les garçons par rapport aux femmes et aux filles.</p>	<p>Adapté d'Encyclopedia.com, 2019.</p> <p>Adapté de Cambridge Dictionary, 2022 &amp; UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 3.</p>
<p>Prestations de protection sociale</p>	<p>Transferts, en espèces ou en nature, effectués par les régimes de protection sociale aux ménages et aux individus pour les soulager de la charge d'un ou plusieurs des risques définis dans le système d'information mutuelle sur la protection sociale de la Commission européenne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a></p>
<p>Processus d'intégration</p>	<p>Méthode, systèmes ou séquences d'actions qui facilitent ou permettent l'intégration d'éléments d'un groupe minoritaire dans le groupe dominant. Ces processus sont complexes et multidimensionnels, et impliquent la prise en compte des droits et obligations des migrants et des sociétés des pays de transit ou de destination. L'intégration nécessite l'accès à différents types de services, au marché du travail,</p>	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.</p>

	ainsi que l'identification et le respect d'un ensemble de valeurs fondamentales qui lient les migrants et les communautés d'accueil dans un but commun.	
Protection des droits (de l'homme)	<p><b>Approche fondée sur les droits de l'homme (HRBA).</b></p> <p>L'approche fondée sur les droits de l'homme est un cadre conceptuel pour le processus de développement humain qui repose sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et qui vise à <b>promouvoir et à protéger les droits de l'homme</b> : cette approche implique de prêter consciemment et systématiquement attention aux droits de l'homme dans tous les aspects du développement. L'objectif de l'approche fondée sur les droits de l'homme est de donner aux personnes (titulaires de droits) les moyens de réaliser leurs droits et de renforcer l'État (détenteurs de devoirs) pour qu'il se conforme à ses obligations et devoirs en matière de droits de l'homme. Les obligations des États en matière de droits de l'homme les obligent à respecter, protéger et réaliser les droits des femmes et des filles, ainsi que les droits des hommes et des garçons.</p>	Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 9.
Race	Il existe aujourd'hui un large consensus scientifique sur l'inexistence de la race au sens biologique du terme. Le terme "race" est utilisé dans le langage courant dans un sens plus large, faisant référence aux ethnies et aux groupes sociaux ayant une lignée commune. Le concept d'ethnicité a été largement défini par l'anthropologie, faisant également référence à des traits attribués par l'exogroupe et/ou l'intragroupe, mais toujours liés à l'histoire culturelle et aux relations d'altérité, plutôt qu'à des différences physiques statiques entre les groupes.	<p>American Association of Physical Anthropologists (2019). «AAPA Statement on Race and Racism». American Association of Physical Anthropologists. Consulted on march the 3<sup>rd</sup> 2022.</p> <p>REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022.</p> <p>Barth, F. (1970). <i>Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organisation of</i></p>

		<p><i>Culture Difference</i>. London: George Allen &amp; Unwin.</p> <p>Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Recommandation générale sur l'article 1 de la Convention (1999), annexe 5 du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, document des Nations Unies A/54/18, paragraphe 1.</p> <p>Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Guide et directives concernant les procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié (2011), document HCR/1P/4/Fre/Rev.3</p>
Racialisation/racialisation	Le concept de racialisation fait référence au processus de catégorisation et de production de hiérarchies raciales au sein d'une société donnée. Ce processus consiste en la radicalisation des différences perçues entre des individus ou des groupes hiérarchisés sur la base de critères biologiques, dans le but de dominer, d'exploiter ou d'exclure les groupes infériorisés et otherisés au sein de cette relation de pouvoir	Suzie Telep, "Racialisation", <i>Langage et société</i> , 2021/HS1, pp. 289 à 292.
Racisme	Racisme, également appelé racialisme, croyance selon laquelle les humains peuvent être divisés en entités biologiques distinctes et exclusives appelées "races" ; qu'il existe un lien de causalité entre les traits physiques hérités et les traits de personnalité, l'intellect, la moralité et d'autres caractéristiques culturelles et comportementales ; et que certaines races sont supérieures aux autres de manière innée.	<a href="https://www.britannica.com/topic/racism">https://www.britannica.com/topic/racism</a>
Racisme	Toute théorie, doctrine, idéologie ou groupe d'idées qui soutient la supériorité d'un groupe de personnes sur les autres, sur la base de leurs caractéristiques culturelles, ethniques ou physiques.	REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022.  Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (2019): glossaire de

		<p>l'OIM sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022.</p> <p>Convention interaméricaine contre le racisme, la discrimination raciale et les formes connexes d'intolérance (adoptée le 5 juin 2013 et entrée en vigueur le 11 novembre 2017), art. 1, paragraphe 4.</p>
Racisme d'Etat	<p>Le racisme d'État, également conceptualisé comme "racisme institutionnel", est une ségrégation raciste historiquement institutionnalisée. Le terme "race" renvoie alors à sa dimension ethnique.</p> <p>À l'époque contemporaine, en Occident, les défenseurs de ce concept discuté ou critiqué l'entendent dans le sens d'une discrimination systémique impliquant l'État. Le terme "race" fait référence à une construction sociale.</p>	<p>Saïd Bouamama, <i>Des classes dangereuses à l'ennemi intérieur</i>, Syllepse Eds, 2021.</p>
Racisme institutionnel	<p>Le concept de "racisme institutionnel" est utilisé pour nommer un phénomène caractérisé par le fait que, malgré une législation promouvant l'égalité entre les citoyens, les personnes issues de minorités sont souvent désavantagées. En nommant le phénomène, on peut tenter d'identifier les mécanismes et éventuellement combattre les sources d'inégalité.</p> <p>"Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils",</p>	<p>"Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils", Audrey Osler, Hugh Starkey, Migrations Société, 2010/5 N° 131   pages 133 à 152 DOI 10.3917/migra.131.0133</p>
regroupement familial; réunification familiale (FR)	<p>L'établissement d'une relation familiale qui est soit : a) l'entrée et le séjour dans un État membre de l'Union européenne, conformément à la directive 2003/86/CE du Conseil (directive sur le regroupement familial), des membres de la famille d'un ressortissant d'un pays tiers résidant légalement dans cet État membre de l'Union européenne (le "regroupant") afin de prendre b) entre un citoyen de l'Union et un ressortissant d'un pays tiers établi hors de l'Union européenne qui entre ensuite dans l'Union européenne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a></p>
Regularisation	<p>Dans le contexte de l'Union européenne, la procédure d'État par laquelle les illégalement des ressortissants de pays tiers se voient accorder un</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-</a></p>

	statut juridique.	<a href="#">09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf</a> , p.315
résident de longue durée	Un ressortissant de pays tiers qui a le statut de résident de longue durée tel que prévu par les art. 4 à 7 de la directive 2003/109/CE du Conseil (directive sur les résidents de longue durée) ou comme prévu par la législation nationale.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf</a>
ressortissant d'un pays tiers	Toute personne qui n'est pas un citoyen de l'Union européenne au sens de l'art. 20(1) du TFUE et qui n'est pas une personne bénéficiant du droit de libre circulation de l'Union européenne, tel que défini à l'art. 2(5) du règlement (UE) 2016/399 (code frontières Schengen).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf</a>
Ségrégation	L'acte par lequel une personne ou un groupe est séparé des autres sur la base de la race, de la couleur, de la langue, de la religion, de la nationalité ou de l'origine ethnique.	Berry, J. W. (2007). Acculturation strategies and adaptation. In J. E. Lansford, K. Deater-Deckard, & M. H. Bornstein (Eds.), <i>Immigrant families in contemporary society</i> (pp. 69–82). Guilford Press.  REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022.  Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) : Recommandation de politique générale n° 7 : Législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale.
Sentiment d'appartenance	Expérience subjective qui découle des interactions sociales, au niveau individuel et public, et qui provoque un sentiment d'appartenance au pays d'accueil. Ce sentiment dépend d'un ensemble de variables, à savoir la maîtrise de la langue, l'implication dans les communautés locales, la réponse des services sociaux et le niveau de satisfaction de la vie. Le sentiment d'appartenance est influencé par la dynamique entre la culture du pays d'origine et la culture du pays d'accueil.	Adapted Lähdesmäki, T., Mäkinen, K., Čeginskas, V. L. A., & Kaasik-Krogerus, S. (2021). Politics of Belonging: Concepts and Method. In <i>Europe from Below: Notions of Europe and the European among Participants in EU Cultural Initiatives</i> (pp. 25–44). Brill. <a href="http://www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctv1sr6j1b.7">http://www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctv1sr6j1b.7</a>  Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la

		violence contre les femmes (EVAW), p. 4.
Services d'inclusion sociale	Actions et attitudes développées dans le but de déconstruire les stéréotypes et les préjugés afin d'avoir un impact sur la réduction de la discrimination tout en favorisant des conditions effectives de participation à la société. Les services d'inclusion sociale informent et promeuvent les opportunités d'accès au marché du travail, en clarifiant les droits et les devoirs des migrants, en transmettant et en suivant le processus de régularisation dans le pays d'accueil, en indiquant les solutions liées à la santé, à l'éducation ou au soutien juridique.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration.  Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW)
Sexisme	Le sexisme est une discrimination fondée sur le sexe d'une personne, ou par extension, sur son genre. Le sexisme est lié aux préjugés et au concept de stéréotypes et de rôles de genre, qui peut inclure la croyance qu'un sexe ou un genre est intrinsèquement supérieur à l'autre. Dans sa forme extrême, il peut encourager le harcèlement sexuel, le viol ou d'autres formes de violence sexuelle. Le sexisme désigne également la discrimination fondée sur le sexe sous la forme d'une inégalité entre les sexes. Les cibles du sexisme sont principalement les femmes.	Dictionnaire Larousse
Social exclusion	In the EU context, a situation whereby a person is prevented (or excluded) from contributing to and benefiting from economic, communitarian and social progress.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. <a href="https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf">https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf</a>
Stéréotype fondé sur le sexe (stéréotype de genre) Stéréotype de genre	<b>(syn. stéréotype de rôle de genre, stéréotype sexuel).</b> Généralisation des différences fondées sur le sexe, selon laquelle certaines attitudes,	Adapté de Oxford Reference, 2022 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5 & Encyclopedia.com, 2019.

	<p>émotions et comportements sont typiques de ce que signifie être une femme ou un homme, c'est-à-dire l'hypothèse selon laquelle certains rôles sociaux, comportements et professions devraient être réservés aux membres d'un seul sexe. Les stéréotypes de genre peuvent être négatifs (par exemple, les femmes sont de mauvaises conductrices ; les hommes ne savent pas changer les couches) ou positifs (par exemple, les femmes sont de meilleures soignantes ; les hommes sont plus forts) : les stéréotypes masculins sont généralement plus positifs que les stéréotypes féminins, car les hommes sont considérés comme plus indépendants et plus résistants physiquement ; les stéréotypes féminins négatifs sont généralement véhiculés par les hommes et les femmes d'une société en raison du manque de respect et de confiance en soi que les préjugés sociaux confèrent aux femmes. Les stéréotypes sexistes deviennent nuisibles lorsqu'ils limitent la capacité d'une personne à faire ses choix de vie, tels que sa formation, son parcours professionnel ou ses aptitudes personnelles (voir aussi, par exemple, les directeurs généraux et les pompiers devraient être des hommes ; les infirmières, les enseignants, les employés de bureau et les préposés au classement devraient être des femmes).</p>	
<p>Stéréotype(s) (social)</p>	<p>Une image mentale ou une caractérisation préconçue, standardisée, fixe et inflexible utilisée pour décrire un individu ou un groupe de personnes, ou mieux la classe, le type ou la communauté auxquels ils appartiennent : un stéréotype implique une opinion trop simpliste, une attitude pleine de préjugés ou un jugement non critique qui peut conduire à traiter les gens d'une manière particulière (par exemple, les stéréotypes sexuels et raciaux ; le stéréotype de la femme en tant que soignante). Attribué à un groupe ethnique/national, culturel ou racial spécifique, un tel ensemble généralisé de traits et de caractéristiques donne lieu à de fausses attentes selon lesquelles les</p>	<p>Adapté de Merriam-Webster, 2022 &amp; Cambridge Dictionary, 2022 &amp; Lexico, 2022 &amp; Oxford Reference, 2022 &amp; Giddens, 2009, Sociology, p. 1134 &amp; Commission européenne, 2004, Glossary of gender and development terms, p. 5.</p> <p>Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 28.</p>

	membres individuels du groupe s'y conformeront.	
travailleur saisonnier	Un ressortissant de pays tiers qui conserve sa résidence principale dans un pays tiers et séjourne légalement et temporairement sur le territoire d'un État membre de l'UE pour y exercer une activité dépendant du passage des saisons, dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée conclus directement entre ce ressortissant de pays tiers et l'employeur établi dans cet État membre de l'UE.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a>
Violence sexiste	<b>VBG (syn. violence spécifique au genre, violence de genre, préjudice spécifique au genre).</b>  Terme générique désignant tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne et fondé sur des différences de genre socialement attribuées. La nature et l'étendue des types spécifiques de violence liée au sexe varient selon les cultures, les pays et les régions ; ces actes peuvent se produire en public ou en privé. Il s'agit par exemple d'actes qui infligent un préjudice ou une souffrance physique, sexuelle ou mentale, de menaces de tels actes, de coercition et de privation de ressources, d'opportunités ou de services, de mariages forcés ou précoces et d'autres privations de liberté, de violences sexuelles, y compris l'exploitation/les abus sexuels, la traite des êtres humains et la prostitution forcée, de violences domestiques, de pratiques traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines, les crimes d'honneur et l'héritage des veuves. La violence fondée sur le genre est souvent utilisée dans le même contexte que la violence à l'égard des femmes et des filles ( <i>Violence contre les femmes, VaW</i> ), mais il convient de noter que la violence fondée sur le genre peut toucher n'importe qui.	Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 81 & UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 2.
Xenophobie	Les attitudes, les préjugés et les comportements qui rejettent, excluent et souvent vilipendent les personnes, sur la base de la perception qu'elles sont étrangères à la communauté,	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 <a href="https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf">https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</a>



**VOICES OF  
IMMIGRANT  
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

à la société ou à l'identité nationale,  
la société ou l'identité nationale.

[ion.pdf](#), p.407



Co-funded by the  
Erasmus+ Programme  
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.